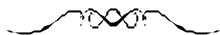


REPUBLIQUE DU TCHAD

Unité – Travail - Progrès

**PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE GESTION
DU SECTEUR PETROLIER**



COMITE TECHNIQUE NATIONAL DE SUIVI ET DE CONTROLE

RAPPORT TRIMESTRIEL No 03

Troisième Trimestre 2003

INTRODUCTION

Ce rapport, qui couvre la période de juillet à septembre 2003, est établi par le Secrétariat Exécutif du Comité Technique National de Suivi et de Contrôle (CTNSC) des Aspects Environnementaux des Projets Pétroliers. Il présente l'état actuel du Projet ainsi que les informations sur les activités en cours. Il s'inscrit dans le cadre des Accords du Gouvernement Tchadien avec ses partenaires : le Consortium Pétrolier représenté par Esso Tchad et le Groupe de la Banque Mondiale.

Le CTNSC est responsable du suivi et du contrôle des impacts environnementaux et sociaux du Projet Pétrolier de Doba. Il est également responsable de suivre et de contrôler la mise en œuvre d'une des deux composantes du Projet de Renforcement des Capacités de Gestion du Secteur Pétrolier - Crédit IDA N° 3373 –CD – la composante A « Gestion du Projet de Doba ».

Le présent rapport trimestriel présente dans sa structure les éléments suivants :

- L'état d'avancement de chacune des activités principales inscrites au calendrier d'exécution du Projet et contenues dans le Manuel d'Exécution ;
- Le suivi de l'état d'avancement des activités du Consortium Pétrolier et de ses contractants pour la phase de construction ;
- le bilan des activités de suivi et de contrôle du Projet Pétrolier de Doba exercées par le Consortium Pétrolier et le CTNSC en terme d'impacts environnementaux et sociaux (Aspects Biophysiques, Socioéconomiques, Sanitaires et Sécuritaires).

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	2
RESUME ADMINISTRATIF	4
LA GESTION DU PROJET PETROLIER DE DOBA	4
SECTION 1 : GESTION DU PROJET PETROLIER DE DOBA.....	11
Formation.....	11
Acquisition des équipements	11
Construction	12
Panel d'Experts Internationaux (PCI)	12
Plan National d'Intervention en cas de Déversement Accidentel d'Hydrocarbures (PNIDAH)	12
Plan de Développement Régional (PDR) et Evaluation Environnementale Régionale (EER)	13
Journées d'information publiques	14
Réduction des impacts indirects : Mesures d'Urgence	16
ACTIVITES ET TRAVAUX DE CONSTRUCTION	23
COMPENSATIONS	27
CONTRÔLE DE L'INFLATION	29
LES ECONOMATS	29
LOGEMENT DES TRAVAILLEURS	31
EMPLOI LOCAL - DEMOBILISATION.....	32
DEBOUCHES ECONOMIQUES LOCAUX / OPPORTUNITES D'AFFAIRES	34
MIGRATION INTERNE.....	37
FORMATION.....	37
ASPECTS SANTE/SECURITE	39
SANTE DU PERSONNEL.....	39
ASPECTS BIOPHYSIQUES.....	42
DEFRICHAGE	42
GESTION DES DECHETS	42
CONTROLE DE LA CONSOMMATION ET DE LA QUALITE DE L'EAU.....	48
SOLS.....	49
Les situations de mise en conformité et les situations de non-conformité relevées par le Consortium Pétrolier	55
Les situations observées par le CTNSC/Supervision sur Site.....	55

RESUME ADMINISTRATIF

LA GESTION DU PROJET PETROLIER DE DOBA

Renforcement des Capacités de Gestion du Secteur Pétrolier

Le troisième trimestre 2003, a été marqué par les préparatifs de la fête de la première huile dont la date est fixée au 10 Octobre 2003 ainsi que ceux de la revue à mi parcours du Projet de Renforcement des Capacités de Gestion du Secteur Pétrolier prévue dans la seconde quinzaine d'octobre 2003.

Dans le cadre des préparatifs de la fête de la première huile, en vue de donner un cachet particulier à l'évènement, la Coordination Nationale du Projet d'Exportation Tchadien a organisé plusieurs missions ponctuées de séances de travail et de visites de sites de construction dans la zone pétrolière. La réussite de la fête étant classée au premier niveau, les structures impliquées au Projet ont accepté d'engager ensemble une publicité élargie et renforcée sur la production pétrolière qui a débuté au Tchad en début juillet 2003. Il est important de souligner que tous les visiteurs du Projet ont constaté avec grande joie et satisfaction, les progrès réalisés sur le terrain par le Consortium et le Gouvernement en matière de construction.

Dans le cadre de la revue à mi parcours, à la demande du CTNSC, le Panel Consultatif International (PCI) a déposé en juin 2003, une première version de l'évaluation de l'avancement à mi-parcours du Projet de Renforcement des Capacités de Gestion du Secteur Pétrolier. Cette évaluation sera reprise par le PCI pour tenir compte des observations émises par le CTNSC et l'Unité Projet pétrole. La date de la revue à mi parcours est fixée du 17 au 31 Octobre 2003.

Les documents provisoires du Plan de Développement Régional et de l'Etude Environnementale Régionale ont été déposés vers la fin septembre 2003 par le Groupement CIMA International/SOGEMAD. Plusieurs journées de consultations techniques et publiques ont permis de faire une revue critique du travail fait par le Consultant. Dans l'ensemble, les deux rapports présentés sont jugés faibles et ne répondent que partiellement au contenu des termes de référence rédigés pour l'étude. Le CTNSC transmettra une correspondance au Groupement CIMA/SOGEMA en vue d'exiger une révision des deux rapports.

Au titre de la communication, le CTNSC a travaillé avec la Télévision Tchadienne et la Radiodiffusion Nationale Tchadienne, pour la production d'un certain nombre d'émissions portant sur l'état d'avancement des travaux de construction du Projet Doba et sur le suivi environnemental. C'est pour donner un éclat particulier à la Cérémonie d'Ouverture Officielle de la Vanne pour le Premier Baril que ces émissions sont préparées. Les équipes de tournage ont pu rencontrer sur le terrain, les différents acteurs du secteur environnement/pétrole pour une série d'interview.

Des journées d'information publique sont tenues à :

- N'Djaména, le 22 septembre 2003 ;
- Doba, le 25 septembre 2003.

La 6^{ème} Visite Statutaire du Groupe International Consultatif (GIC) au Tchad et au Cameroun est prévue du 30 novembre au 21 Décembre 2003.

La 9^{ème} Visite Statutaire du groupe Externe de Suivi de la Conformité Environnementale (ECMG) au Tchad et Cameroun est prévue du 06 au 13 novembre 2003.

Au cours du trimestre, les membres du CTNSC ont bénéficié d'une session de formation portant sur le thème « qualité et suivi de projet ». La formation s'est déroulée selon le calendrier suivant :

- du 01 au 05 août 2003 à la Base de Komé pour le Personnel du FACIL et de la Supervision sur Site du CTNSC ;
- les 07 et 08 août 2003 à N'Djaména pour le Personnel du Secrétariat Exécutif du CTNSC et les membres du CTNSC, organe d'orientation et de réflexion.

Les membres de la Supervision sur Site de l'Unité Projet Pétrole inscrits au départ, n'ont pas pu prendre part à ces sessions de formation.

Les équipements d'analyse laboratoire destinés à la Supervision sur Site du CTNSC sont en cours de réception.

Dans le cadre de l'élaboration du Plan National d'Intervention en cas de Déversements Accidentels d'Hydrocarbures, le Consultant « Duerden and Keane Consultants » a déposé en juillet 2003, la version provisoire du document. Un programme de consultations publiques a démarré selon le calendrier suivant :

- Les 15 et 16 août 2003 à Sarh ;
- Les 18 et 19 août 2003 à Doba ;
- Les 21 et 22 août à Bongor ;
- Les 27 et 28 août à Mao ;
- Les 02 et 03 septembre à N'Djaména
- Le 08 septembre, séance de synthèse à N'Djaména.

Les observations, commentaires et recommandations issus de ces consultations publiques ont été débattus à N'Djaména au début du mois de septembre 2003. Il est prévu que le Consultant intègre les résultats de ces consultations dans une version finale qui devra être normalement disponible avant la fin du mois de novembre 2003.

Au titre des relations avec la Direction Socio-économique et Environnement d'Esso Tchad, les informations requises par la Supervision sur Site du CTNSC parviennent progressivement et régulièrement sous la forme de rapports mensuels dont la qualité et le contenu sont en évolution constante. Il est observé une bonne ouverture du Consortium pour les échanges. Esso a finalement consenti de donner un accès Internet à la Supervision sur Site du CTNSC et les discussions avancent bon train pour établir une entente finale au sujet de la construction des bureaux de la Supervision sur Site du CTNSC à Komé 5.

Les actions dans le cadre des infrastructures sociales : Mesures d'urgence

Les travaux de la première phase d'assainissement des villes de Doba et de Bébédjia confiés par le CTNSC aux entreprises AL KAOUSSAR et ECRB sont définitivement réceptionnés depuis le 1^{er} Septembre 2003. Ces travaux concernent la réhabilitation de 1.550 mètres linéaires de caniveaux existants, la construction de 670 mètres linéaires de drains secondaires en maçonnerie et de 1630 mètres linéaires de drains tertiaires en maçonnerie à Doba, la construction de 16 bacs à ordures et 10 latrines publiques à Doba, la construction de 16 bacs à ordures et 6 latrines à Bébédjia.

Les travaux d'assainissement des villes de Doba et Bébédjia entrepris dans le cadre de la deuxième phase par les mêmes entreprises (AL KAOUSSAR et ECRB) sont terminés. Ces travaux concernent la construction du canal primaire de 720 ml et des drains secondaires de 1.250 ml à Doba. La société ETRA en charge de la construction des deux (02) décharges publiques à Doba et d'une (01) à Bébédjia a aussi achevé ses travaux durant le trimestre.

Les travaux d'adduction d'eau potable de Bébédjia concernant la construction du château d'eau, sont très avancés (90%) : achèvement de la construction du mur de clôture et des bâtiments annexes, installation des groupes électrogènes, pose de 10.000 mètres linéaires de canalisation, construction des quinze (15) bornes fontaines et construction des abris pour les deux forages.

Pour ce qui concerne les infrastructures publiques de Doba et Bébédjia (marchés publics et abattoirs), les dossiers d'appels d'offres sont en cours de finalisation et seront lancés après avis de non objection de la banque Mondiale.

Pour la seconde phase du volet « Opération Ville Propre », l'Association des Volontaires pour l'Opération Ville Propre (AVOVP) et l'Organisation Non Gouvernementale « Action et Coopération pour le Développement » (ACODE), poursuivent leurs activités de nettoyage dans les localités de Doba, Bébédjia et Komé Atan à l'aide du petit matériel et équipements supplémentaires acquis dans le cadre du Crédit IDA n° 3373 – CD.

Pour les travaux de forages ruraux, la société EFORCO a achevé les travaux d'installation des pompes et la construction des margelles pour 24 forages réalisés par la Société Tchadienne d'Hydraulique (STH). En raison de l'inaccessibilité de certaines zones, la société EFORCO ne pourra achever ses travaux que vers la fin du mois de décembre 2003. Des sessions de formations seront assurées par le Bureau d'Etudes Centrale d'Ingénierie et d'Assistance Technique (CIAT) en vue d'assurer une meilleure appropriation des ouvrages par les bénéficiaires. Les thèmes de formation porteront sur les pratiques d'hygiène et d'assainissement et la maintenance des équipements.

Dans le cadre des mesures d'urgence additionnelles, les travaux de construction des Mairies de Doba et Bébédjia sont terminés. La réception provisoire des bâtiments est prévue pour la mi novembre 2003.

Les travaux de réfection de la Résidence du Gouverneur de la Région du Logone Oriental et du Centre de Santé de Bébédjia sont aussi terminés. Pour ces travaux de réfection, le CTNSC a encouragé les tâcherons et les entreprises locales.

Dans le domaine d'actions sanitaires relatives à la lutte contre les IST/VIH-SIDA dans la zone pétrolière, vingt (20) villages et cinq (05) villes ont fait l'objet de campagnes de sensibilisation/information sur le SIDA. Des rencontres ont également eu lieu avec les partenaires World Vision et AFRICARE ainsi qu'avec les Groupes Vulnérables Prioritaires (GVP).

En ce qui concerne la mise en œuvre de la phase pilote du Projet de Gestion Participative et Durable des Ressources Forestières dans la Zone Pétrolière, l'Agence pour l'Energie Domestique et l'Environnement (AEDE) a réalisé l'étude et la cartographie des ressources naturelles de six (06) villages. Le travail fait par l'AEDE a reçu l'adhésion des communautés locales.

Le Fonds d'Actions Concertées d'Initiatives Locales (FACIL)

L'équipe du FACIL est entièrement en place et le Comité de Pilotage du FACIL (CdP) tient régulièrement ses sessions mensuelles. Depuis le démarrage de ses activités, le CdP du FACIL a approuvé neuf (09) programmes présentés par les intermédiaires financiers. Le montant global des crédits distribués s'élève à 252.896.360 F.CFA et le nombre de bénéficiaires touchés est de 2.373 personnes.

Dans le cadre du volet subvention, le FACIL a réalisé vingt deux (22) salles de classe dans les établissements primaires et secondaires et sept (07) ouvrages de franchissement des cours d'eau. Il convient de noter que seize (16) nouvelles salles de classes sont en cours de construction dans trois (03) établissements de la zone pétrolière.

Le FACIL a aussi assuré la formation de 157 personnes dans les domaines de la menuiserie, de la gestion, de l'arboriculture et dans la passation des marchés.

La gestion des aspects environnementaux / suivi et contrôle

Les informations requises par la Supervision sur Site du CTNSC parviennent progressivement et régulièrement sous la forme de rapports mensuels dont la qualité et le contenu sont en évolution constante.

Esso Tchad a finalement accepté de donner un accès Internet à la Supervision sur Site. Les discussions avancent bien dans le sens d'établir une entente finale quant à la construction des bureaux de la Supervision sur Site. Esso Tchad fait aujourd'hui preuve de plus d'ouverture.

Les activités et travaux de construction du Consortium et de ses contractants

L'aéroport de Komé 5 est entièrement opérationnel.

L'état d'avancement des installations de Komé a atteint 90%. Les installations centrales de traitement sont achevées à plus de 90%.

Les turbines du turbogénérateur sont alimentées depuis le début du mois d'août 2003 au gaz du Crétacé Inférieur.

Les travaux de construction du site de traitement des déchets à Komé sont terminés.

Les 50 puits producteurs de Miandoum sont raccordés aux installations de surface. Ils offrent une capacité initiale de production d'environ 150.000 barils de pétrole par jour.

La première mise en huile du pipeline a eu lieu le 24 juillet 2003. Le pétrole est arrivé à la station de pompage n°2 le 4 août 2003, à la station de pompage N°3 le 19 août 2003, à la station de réduction de pression le 3 septembre 2003 et enfin au FSO le 13 septembre 2003.

La cérémonie officielle pour célébrer la sortie de la première huile produite par le Tchad est prévue pour le 10 octobre 2003. L'évènement sera présidé par le Chef de l'Etat Tchadien en personne, Son Excellence, Idriss Déby.

Compensations :

De 1998 à ce jour, la valeur totale des compensations versées avoisine les 2,5 milliards de Fcfa. Le total des montants payés en espèces durant ce trimestre s'élève 71.565.775 Fcfa dont 68.286.500 F.CFA en espèces, 2.244.500 F.CFA pour les dommages et 1.034.775 F.CFA en nature.

Pour les compensations communautaires, la GTZ a commencé avec la réalisation des infrastructures portant sur la construction des bâtiments scolaires et la fourniture des meubles. Pour la supervision des travaux et l'encadrement des villageois dans la maintenance des infrastructures, la GTZ a fait appel à trois (03) moniteurs locaux des Associations et Organisations Non Gouvernementales de Adicam, Asda et Adestal. Les premiers chantiers ont été initiés le 07 août 2003. Pour les seconds travaux, deux (02) entreprises sont retenues pour la construction des bâtiments et deux (02) autres pour la fourniture de meubles. Les travaux doivent débuter vers le premier octobre 2003.

Concernant le programme de ré installation, seul un faible pourcentage de la population a été jugé éligible à la ré installation ou à une des alternatives du programme. Le nombre de personnes éligibles qui ont effectivement choisi d'être re-localisées dans un village voisin, est de trente trois (33). Les autres familles ont choisi d'être formées aux techniques d'agriculture améliorée pour produire plus, sur des espaces plus restreints ou encore d'être reconverties aux métiers non agricoles. Cent dix huit (118) personnes éligibles à la réinstallation n'ont pas encore fait leur choix.

Depuis le début d'exécution du Projet Doba, seulement cent quatre vingt seize (196) individus (chefs de ménage) ont été jugés éligibles à une réinstallation. Les villages concernés où vit le plus grand nombre d'individus éligibles, sont par ordre d'importance : Béro, Ngalaba, Maïkiri, Dildo, et Bendoh.

Immigration :

Le Village Atan

Dans le village de Komé Atan, situé face à la Base de Komé, la qualité du bâti s'est améliorée. Plusieurs constructions en dur sont édifiées. De nombreux puits traditionnels, soit environ 70 sont forés . Mais la qualité de leurs eaux laisse à désirer parce que la majorité de ces puits ne dispose pas de margelles. Le CTNSC envisage la possibilité d'apporter un appui aux villages de la zone pétrolière en matière d'assainissement d'eau potable.

La population du village peut être estimée à environ 3 000 habitants (761 ménages). Depuis le début de la démobilisation, il y a une forte tendance à la diminution de cette population.

Les économats :

Les économats sont maintenant répartis en quatre (4) points de vente appelés comptoirs. Quatre d'entre eux se localisent maintenant à Komé 5 et un à Komé Base. Celui de Miandoum a été fermé suite à la fin du chantier du Centre d'Opération. Les économats s'approvisionnent par l'intermédiaire de cinq (05) fournisseurs locaux.

Le total des ventes réalisées durant le second trimestre s'élève à 117.068.293 F.CFA. Il est observé une baisse marquée de fréquentation de la clientèle de l'ordre de 32,4 %; ce qui est directement attribuable au processus de démobilisation des travailleurs de Tchad Cameroun Constructors (TCC).

Conditions de travail :

Aucun mouvement de grève ou arrêt de travail n'a été signalé au cours du troisième trimestre 2003. L'application des conventions collectives de travail par les Sociétés TCC et PRIDE FORASOL a permis de répondre aux préoccupations des travailleurs qui se montrent dans l'ensemble jusqu'à présent satisfaits de leurs relations avec le patronat et des conditions de travail existantes.

Les dernières inspections effectuées au niveau des camps démontrent que dans l'ensemble, les conditions de vie des travailleurs sont en adéquation avec les normes internationales. Les inspections d'hygiène dans les services de restauration sont effectuées hebdomadairement dans tous les camps.

Santé de la communauté :

Couverture sanitaire

Au mois d'août 2003, le Personnel de la Supervision sur Site du CTNSC a participé avec les agents d'Esso Tchad à des campagnes de sensibilisation portant sur la sécurité des installations électriques.

Le CTNSC a appuyé une campagne de vaccination pour tous les enfants du Village de Komé Atan. Une enquête préalable avait relevé un taux de couverture inadéquat.

La Supervision sur Site du CTNSC a appuyé la création d'un Comité d'Action dénommé « Action Ville Propre (AVP) » pour le village de Komé Atan. Ce Comité a pris en charge la gestion des points d'eau et la collecte des ordures. Il est appuyé par l'organisation Non gouvernementale Action et Coopération pour le Développement «ACODE « de Bébédjia, en ce qui a trait à la fourniture du petit matériel nécessaire pour le nettoyage des ordures et la formation/sensibilisation.

Infections sexuellement transmissibles (IST)

En exécution de la Convention signée entre le CTNSC et le Projet Population et Lutte contre le SIDA (PPLS) et avec l'appui de Esso Tchad , vingt (20) panneaux routiers portant sur la sensibilisation au VIH/IST ont été posés à travers les neuf (09) cantons de la zone du Projet

La troupe de théâtre « Les Benjamins » a effectué une tournée de trois (03) jours pour une campagne de sensibilisation sur le VIH/SIDA impliquant tous les villages de la zone du Projet, ainsi que les villes de Doba, de Bébédjia et de Moundou.

Paludisme

Le programme de distribution des moustiquaires imprégnées est complété. 38 000 moustiquaires ont été distribuées dans les villages de la zone des champs pétroliers. Une requête a été faite auprès de l'Institut Tropical Suisse (ITS) pour développer un programme d'imprégnation pour les moustiquaires distribués.

Suivi et contrôle du Plan de Gestion de l'Environnement (PGE)

Dans le cadre du PGE, aucune situation de non conformité de Niveau III n'a été consignée ce trimestre.

A la suite de sa 8^{ème} visite statutaire de Mai 2003, le Groupe Externe de Suivi de la Conformité Environnementale (ECMG) n'a pas non plus relevé de non-conformité majeure.

SECTION 1 : GESTION DU PROJET PETROLIER DE DOBA

COMPOSANTE A

Renforcement des capacités de gestion de l'environnement

Formation

Etat d'avancement :

Au cours du troisième trimestre 2003, des sessions de formation portant sur le thème « **Procédures : qualité et suivi de projet** » ont été administrées par le Panel Consultatif International (SOFRECO) au profit du personnel du Comité Technique National de Suivi et de Contrôle (CTNSC). Les thèmes abordés au cours de cette session de formation ont porté sur : le principe de l'assurance qualité ; les processus de production des services institutionnels, la qualité de service ; le progrès continu en PDCA, les manuels de procédures, la gestion des procédures, leur mise en oeuvre ; les indicateurs de performance et leur suivi. La formation s'est déroulée selon le calendrier suivant :

- du 01 au 05 août 2003 à Komé Base : personnel du FACIL et des Supervisions sur Site ;
- 07 et 08 août à N'Djaména : personnel du Secrétariat Exécutif et du CTNSC, organe d'orientation.

Les membres de la Supervision sur Site de l'Unité Projet Pétrole inscrits au départ, n'ont pas pu prendre part à ces sessions de formation.

Il est important de souligner que le Panel Consultatif International (SOFRECO) a effectué une revue actualisée du programme global de formation en vue de planifier sa mise en oeuvre.

Toutes les formations figurant au plan de formation initial inscrit dans le PGE ainsi que celles identifiées dans le cadre de la réactualisation sont en cours d'évaluation chiffrée.

Il a été suggéré que l'approche du programme de formation puisse se baser beaucoup plus sur le concept « formation/action » qui est en liaison directe avec des activités terrain. La présence d'homologues associés aux activités des experts et agents sur le site doit d'être aussi prise en compte.

Le plan de formation révisé doit en principe être approuvé et mis en oeuvre au cours du dernier trimestre 2003.

Acquisition des équipements

Etat d'avancement :

Tous les équipements ont été acquis. Le reste des besoins émergeant en matière d'équipements et de matériel font l'objet de requêtes au cas par cas.

Les *équipements d'analyse laboratoire* destinés à la Supervision sur Site du CTNSC sont en cours de réception.

Construction

Etat d'avancement :

La construction des bureaux permanents de la Supervision sur Site du CTNSC n'est toujours pas entreprise. Les besoins en nombre de locaux et en superficie utile ont été évalués.

Des pourparlers sont engagés avec le Consortium, pour analyser la possibilité de récupérer certains bâtiments existants à Komé 5 ou d'entreprendre une nouvelle construction pour loger les bureaux des représentants du Gouvernement sur site. .

Panel d'Experts Internationaux (PCI)

Etat d'avancement :

- Rapports d'Actualisation du Plan de formation et de Diagnostic de l'organisation administrative et technique du CTNSC ;
- Propositions d'études à réaliser : rédaction des termes de référence :
 - Plan d'aménagement de la zone pétrolière ;
 - Etude sur l'inflation pour proposer des solutions ;
 - Programme d'assainissement et d'amélioration de l'alimentation en eau potable pour les communautés villageoises de la zone du Projet ;
 - Atténuation des problèmes induits par la poussière ;
 - Etude épidémiologique des IST/SIDA ;
- Actualisation du rapport provisoire dressant le bilan des activités du Projet à mi-parcours : intégration des observations et commentaires du CTNSC;

Plan National d'Intervention en cas de Déversement Accidentel d'Hydrocarbures (PNIDAH)

Etat d'avancement :

- La première version du Plan National a été déposée en juillet 2003 ;
- Le programme des consultations publiques a démarré selon le calendrier suivant :
 - Le 15 et 16 août 2003 : Sarh ;
 - Le 18 et 19 août 2003 : Doba ;
 - Le 21 et 22 août : Bongor ;
 - Le 27 et 28 août : Mao ;
 - Le 02 et 03 septembre : N'Djaména
 - Le 08 septembre : synthèse à N'Djaména.

Ces consultations publiques ont été organisées pour les raisons suivantes :

- permettre sur la base de la version provisoire du PNIDAH, des échanges avec tous les partenaires afin de faire un examen minutieux du document pour éventuellement en améliorer la qualité ;
- s'assurer de l'adéquation de la stratégie nationale d'interventions en cas de déversement accidentels d'hydrocarbures.

Des experts de la Supervision sur Site du CTNSC ont participé à chacune de ces consultations publiques en tant que facilitateur. Les observations, commentaires et recommandations issues de ces consultations publiques ont été débattus à N'Djaména au début du mois de septembre 2003. Il est prévu que le consultant intègre les résultats de ces consultations dans une version finale qui devra être normalement disponible avant la fin du mois de novembre 2003.

Plan de Développement Régional (PDR) et Evaluation Environnementale Régionale (EER)

Dans le cadre de l'élaboration du PDR/EER, la Société Civile a accepté de faire partie du Comité Ad Hoc du PDR/EER en vue de mener à bien les consultations publiques mais aussi de participer à la création d'un espace dialogue constructif.

C'est pour s'assurer de la participation réelle de la population au processus d'élaboration du PDR/EER que le Groupe *Ad Hoc* a été créé. Sa mise en place a permis la constitution de 3 sous groupes de réflexion centrés géographiquement autour de N'Djaména, Moundou, Doba et Sahr. La réflexion de ces 3 sous groupes a pour objectifs de faire des propositions pertinentes sur :

- les grandes orientations et la vision stratégique du PDR/EER, conformément à la Politique Nationale de Planification et de gestion de l'environnement ;
- les actions les plus importantes menant à un développement socio-économique durable ;
- l'optimisation de l'impact des ressources existantes pour la zone du PDR/EER ;
- les aspirations de la population locale sur le devenir de leur région ;

Les documents provisoires du Plan de Développement Régional et de l'Etude Environnementale Régionale ont été déposés vers la fin septembre 2003 par le Groupement CIMA International/SOGEMAD, attributaire du mandat.

La lecture des rapports provisoires déposés en septembre 2003 et la tenue des journées de consultations techniques et publiques ont permis de faire une revue critique du travail présenté. Dans l'ensemble les deux rapports présentés sont jugés faibles et ne répondent que partiellement au contenu des termes de référence rédigé pour l'étude.

Le document du PDR n'identifie pas clairement la stratégie développement à mettre en oeuvre ainsi que les axes prioritaires à développer selon des scénarios de croissance (vision à court, moyen et long terme). Il n'identifie pas aussi les pôles de développement géographique à considérer et à prioriser. Globalement, le document

ne peut servir, dans son étape actuelle de guide pour la mise en oeuvre d'une stratégie.

Le document de l'Evaluation Environnementale Régionale (EER) quant à lui, ne présente pas de façon claire un bilan diagnostique de l'état des ressources en terme de potentialités et de contraintes de mise en valeur.

Le CTNSC transmettra une correspondance au Groupement CIMA/SOGEMA en vue d'exiger une révision du concept adopté pour les deux rapports.

Campagne d'information et de promotion entre acteurs

Journées d'information publiques

Au cours du troisième trimestre 2003, des journées d'information publique sont tenues selon le calendrier suivant :

- N'Djaména, le 22 septembre 2003 ;
- Doba, le 25 septembre 2003.

Les thèmes abordés durant ces journées d'information ont porté sur :

- Bilan des travaux de construction et Etat d'avancement de la phase production (Esso)
- Plan National d'Intervention en cas de Déversements Accidentels d'Hydrocarbures (CTNSC) ;
- Plan d'intervention spécifique en cas de déversements accidentels d'hydrocarbures (Esso) ;
- Fonds d'Actions Concertées d'Initiatives Locales : état d'avancement (FACIL) ;
- Plan de Développement Régional et Etude Environnementale Régionale : état d'avancement (CTNSC/ONG) ;
- Compensations individuelles et communautaires (Esso/GTZ)
- Démobilisation/ré insertion des travailleurs (Esso/CTNSC) ;
- Retombées économiques au niveau national (Esso/Chambre de Commerce) ;
- Gestion des revenus pétroliers ; loi 001 (CCSRP).

Consultations publiques / communication

Au titre du volet communication, à la veille de la cérémonie marquant la fête de la première huile et de manière à donner la dimension voulue à l'évènement, le CTNSC

a travaillé avec la TELE TCHAD et la Radio Tchad, pour la production d'un certain nombre d'émissions portant sur l'état d'avancement des travaux de construction du Projet Doba et sur le suivi environnemental. C'est pour donner un éclat particulier à l'évènement du siècle que ces émissions sont préparées.

Les équipes de tournage ont pu rencontrer sur le terrain, les différents acteurs du secteur environnement/pétrole pour une série d'interview. La diffusion de ces émissions a été réalisée les 8 et 9 octobre 2003, à la veille de l'inauguration. Elle a permis aux téléspectateurs et auditeurs d'avoir des informations de premières main sur les l'état d'avancement des travaux de construction du projet et des mesures d'urgence prises pour assurer la minimisation des impacts environnementaux négatifs.

Il est important de souligner que les membres de la Coordination Nationale du Projet d'Exportation Tchadien ont été invités le 6 août 2003, à l'émission signe des temps.

Système de Gestion de l'Information Environnementale (SGIE)

Les services de TECSULT International ont été retenus pour l'élaboration d'un Système de Gestion de l'Information Environnementale. L'élaboration et la mise en place de ce système vise à permettre un suivi de l'état de l'environnement dans la zone du Projet Pétrole, mais également à servir d'outil de programmation des activités de suivi et de contrôle. La première mission du Groupe TECSULT a eu lieu en novembre 2002. Une première liste des indicateurs environnementaux a été établie. La conception architecturale du système sera complétée en Novembre 2003.

Evaluation à mi-parcours

Les services du Panel Consultatif International (PCI) formé par différents experts de la Société SOFRECO ont été sollicités par le CTNSC pour produire un rapport devant servir de base pour l'évaluation du Projet à mi-parcours.

L'évaluation doit en principe permettre de dresser un bilan global des activités entreprises, de revoir les disponibilités budgétaires et aboutir sur un plan de travail annuel révisé.

La tenue de cette évaluation mi-parcours est fixée pour se tenir du 17 au 31 octobre 2003.

Suivi Externe (ECMG et GIC)

La 6^{ème} Visite Statutaire du GIC au Tchad et Cameroun est prévue se dérouler du 30 novembre au 21 Décembre 2003. Lors de cette visite, le GIC mettra l'accent sur la préparation des parties à l'arrivée des revenus pétroliers et testera l'adéquation, l'accessibilité et la disponibilité périodique des critères d'appréciation du bien être des populations. .

La 9^{ème} Visite Statutaire du groupe Externe de Suivi de la Conformité Environnementale (ECMG) au Tchad et Cameroun est prévue du 06 au 13 novembre 2003.

Réduction des impacts indirects : Mesures d'Urgence

Aménagement de la zone des champs pétroliers

Les termes de référence pour l'élaboration du schéma d'aménagement de la zone pétrolière (OFDA) ont été rédigés par le Panel Consultatif International (SOFRECO) qui attend les commentaires et observations du CTNSC et de l'IDA. Le travail pourra démarrer en janvier 2004.

Support au secteur Santé de Doba et Bébédjia

Le CTNSC a financé la réhabilitation des blocs opératoires des hôpitaux de Doba et de Bébédjia ainsi que la réhabilitation du Centre de Santé de Bébédjia suivi de l'achat et de l'installation de panneaux solaires au profit de ce centre. Le CTNSC a également financé la fourniture d'un groupe électrogène au profit de l'Hôpital de Doba.

Les travaux de construction du Centre de Santé de Doba financés par le CTNSC, sont en cours de démarrage.

Lutte contre les IST/VIH - SIDA – Zone pétrolière et axes routiers

Les sociologues animateurs recrutés dans le cadre du Projet de lutte contre le SIDA en zone pétrolière poursuivent les activités de sensibilisation et d'animation, initiées au cours des trimestres précédents. A cause de la saison des pluies qui a rendu les déplacements difficiles, les activités ont connu un ralentissement durant les mois de juillet et août 2003. En septembre, les activités ont repris leur rythme normal. Ainsi, l'équipe de Unité Vidéo Mobile (UVM) a réalisé 23 jours de mobilisation sociale avec la projection de film, la promotion et la distribution de préservatifs, l'encouragement aux tests de dépistage volontaire, la distribution de des images et livrets ainsi que de quelques boîtes à images. Des rencontres ont également eu lieu avec les partenaires World Vision et AFRICARE ainsi qu'avec les Groupes Vulnérables Prioritaires (GVP).

Durant le mois de septembre, 20 villages et 5 villes ont fait l'objet de campagnes de sensibilisation/information sur le SIDA. Le public touché est évalué à 16 000 personnes.

Gestion Durable des Ressources Forestières

Ce projet réalisé par l'Agence pour l'Energie Domestique et l'Environnement (AEDE) vise, à travers une approche participative, à mettre en oeuvre les principes d'une utilisation durable des ressources forestières au niveau communautaire.

Etat d'avancement : Démarrage des activités en janvier 2003

Activités réalisées

- Sélection des 6 villages pilotes ;
- Délimitation des terroirs et cartographie;
- Validation méthodologique ;
- Atelier de lancement planification ;
- Mise en place de structures locales de gestion villageoise (comité de gestion) ;
- Enquête trafic / flux des ressources ligneuses /bois énergie ;
- Inventaire participatif du capital forestier des terroirs et parcellisation ;
- Parcellisation : mise en place des comités de parcellisation et cartographie ;
- Enquête socio-économique dans les 6 villages ;
- Etude et cartographie des ressources naturelles de 6 villages ;
- Elaboration des Plans de Gestion Participative des forêts et intégration des données sur les ressources naturelles ;
- Elaboration des plans types de gestion ;
- Elaboration des conventions de gestion
- Elaboration d'un manuel de procédures de suivi et d'évaluation des activités ;

Activités en cours

- Mise en oeuvre des plans de gestion ;

Activités programmées

- Activités de suivi et de contrôle de la mise en oeuvre des plans de gestion (2004) ;

La réalisation du projet se fait avec rigueur et semble recevoir l'adhésion massive des communautés locales. La saison des pluies et les difficultés de circulation dans la zone ont quelque peu décalé le programme de travail. Il est entevu de faire un avenant au contrat pour permettre à l'AEDE de pouvoir réaliser les activités de suivi et de contrôle de la mise en oeuvre des plans de gestion.

Infrastructures Publiques : constructions et réhabilitation

Les mesures d'urgence réalisées jusqu'à ce jour

Ville de Doba	
Adduction d'eau	2 forages urbains

Assainissement	6 Km de caniveaux
	16 bacs à ordures
	06 latrines publiques
	02 décharges publiques
	Fourniture de petits matériels et équipement AVOVP
Construction	Mairie
Réhabilitation	Résidence du Gouverneur et Annexes
Electricité	Groupe électrogène pour l'hôpital
Appui au secteur santé	Fourniture d'un lot de médicament et de consommables médicaux pour répondre aux besoins d'une année ; campagne de lutte contre les IST/SIDA
Ville de Bébédjia	
Adduction d'eau	3 forages équipés
	1 château d'eau
	15 Km de canalisation pour l'adduction d'eau
Assainissement	16 bacs à ordures
	06 latrines publiques
	01 décharge publique
	Fourniture de petits matériels et équipement ACOVE
Construction	Mairie
Réhabilitation	Centre de santé
Electricité	Fourniture et pose de panneaux solaires pour le centre de santé
Appui au secteur Santé	Campagne de lutte contre les IST/SIDA
Zone pétrolière	
Adduction d'eau	26 forages ruraux équipés
Appui au secteur Santé	Campagne de lutte contre les IST/SIDA
Renforcement des capacités	Projet pilote de gestion durable des ressources forestières

Les mesures d'urgences en cours de réalisation (DAO lancés ou en voie de l'être)

Ville de Doba	
Construction	Marché public
	Abattoir
	Palais de justice
	Centre de santé
	Bureaux des Eaux et Forêts
Réhabilitation	Bloc opératoire de l'hôpital et abri groupe électrogène
Ville de Bébédjia	
Construction	Marché public
	Abattoir
	Justice de Paix
Réhabilitation	Bloc opératoire de l'hôpital

La réalisation des mesures d'urgence additionnelles inscrites au programme à la suite du passage des différentes missions de supervision du Projet, a été abandonnée en raison de difficultés de financement.

Gestion des déchets urbains

Le CTNSC a financé les Organisations Non Gouvernementales ACODE et AVOVP pour la réalisation d'un programme de collecte des ordures ménagères de villes de Bébédjia et de Doba. Le montage de ce programme prévoit que les structures mises en place deviennent entièrement autonomes et pérennes à la fin de la période de financement.

Etat d'avancement :

L'analyse des indicateurs de performance montre un niveau de réalisation inférieur à la moyenne (50 %) alors que la date butoir pour l'autonomie de leur fonctionnement est fixée pour le mois de juillet 2003. Cet écart important trouve en très grande partie son origine dans les retards de paiement qui ont occasionné des retards d'exécution de certaines activités et d'achat d'équipements. Un bilan des activités est en cours, pour permettre un bon cadrage des activités dans le temps.

FONDS D' ACTIONS CONCERTÉES D' INITIATIVES LOCALES (FACIL)

Etat d'avancement des activités

Volet Subventions

Infrastructures socio-économiques de base

Nombre de requêtes enregistrées : 160

Nombre de projets approuvés : 28

Le tableau suivant présente les réalisations et leur état d'avancement en date du 30 septembre 2003.

Infrastructure	Coût	Attributaire du marché	Etat d'avancement
Infrastructures scolaires			
CEG de Miandoum (6 salles de classe)	42 000 000	DANA	Terminé 100%
Ecole de Bégadoua (4salles de classe)	28 000 000	DANA	Terminé 100%
Ecole de Békia (6 salles de classe)	42 000 000	DANA	Terminé 95%
Ecole de Kaïrati (6 salles de classe)	42 000 000	DANA	Terminé 90%
Autres travaux de construction de salles de classe (CEG Béro, CEG Timbéri et des écoles de Bélia et de Bol)	Les contrats pour l'approvisionnement en matériaux sont signés et les travaux de construction ont démarré.		
Infrastructures de franchissement des cours d'eau			
Bédan	3 506 382	NECOGELOC	Terminé 100%
Béngakor	5 235 520	NECOGELOC	Terminé 100%
Béyééré	6 459 590	ETCCOM	Terminé 100%
Béngamian	7 703 980	ENABA	Terminé 100%
Bégourai	6 888 003	ETCCOM	Terminé 100%
Moukassa	5 584 800	ENABA	Terminé 100%
Kiangara	5 738 620	ENABA	Terminé 100%
Infrastructures d'eau potable			
Etudes géotechniques pour 20 forages et formation des CGP	Consultation des bureaux d'études en cours		
4 forages réhabilités (2 Békia, 1 Bégadoua, 1 Bélia)	1 268 092	Tâcherons locaux	100%

Renforcement des capacités de développement local

Le tableau suivant présente l'état d'avancement des cinq projets approuvés au 30 septembre 2003.

Intitulé du Projet	Objectif	Coût	Etat d'avancement
Appui à la création et à la gestion des caisses d'épargne et de crédit	Utilisation efficace du crédit	69 970 000	10 caisses d'épargne et de crédit créées et opérationnelles dans 9 cantons. Réalisé par ASDEC
Formation des menuisiers ruraux	Renforcement des capacités	7 967 000	13 personnes formées au Centre Technique de Moundou : cantons de

			Mbaissaye, Mont de Lam et Miandoum,
Formation des Associations de Parents d'Elèves (APE) en gestion et administration.	Meilleure gestion des fonds pour améliorer le fonctionnement des écoles.	3 499 000	106 personnes membres des APE formées par INADES. 26 écoles ont été touchées (Timbéri et Békan)
Formation en techniques de greffage et de plantation d'arbres fruitiers	Améliorer et diversifier la production agricole	7 000 000	15 personnes venues de différents cantons formées à l'Institut Tchadien pour la Recherche Agronomique pour le Développement (ITRAD) de Bébédjia : cantons Miandoum, Mbaissaye, Monts de Lam, Commune de Bébédjia.
Formation des formateurs en procédures de passation des marchés communautaires	Renforcement des capacités et d'accès aux marchés communautaires	9 175 000	22 personnes formées à Donia par des Consultants de l'IREDA : Associations paysannes et d'organismes d'appui formés comme formateurs.

Volet Activités Génératrices de Revenus (AGR)

La situation des activités génératrices de revenus se présente comme suit au 30 Septembre 2003 :

Nombre de demandes de crédits enregistrées : **1 025**

Nombre d'intermédiaires financiers agréés : **6**

Nombre de programmes adoptés : **9**

Nombre de programmes en exécution : **6**

Nombre de programmes abandonnés : **1**

Nombre de demandes sélectionnées et financées par les intermédiaires : **500**

Montant global des subventions : **124.808.200 Fcfa**

Montant des crédits distribués : **252.896.360 Fcfa**

Nombre de bénéficiaires touchés : **2.373 personnes**

Taux de rétrocession FACIL à l'intermédiaire : **7,5%**

Le tableau suivant présente la situation du financement global des activités menées par les intermédiaires au 30 septembre 2003.

Intermédiaire financier	Financement global (Fcfa)	Type d'activité	Zone d'intervention
ACODE	205 140 000	Commercialisation des céréales	Miandoum, Komé, Timbéri, Béro ; 695 bénéficiaires répartis en 42 groupements.
CEPRIC	110 667 700	Commercialisation des céréales et crédits agricoles	Miandoum, Bessao, M'Bassaye, M'Baïbokoum ; 436 bénéficiaires en 17 groupements.
CMD	70 314 000	Crédits de campagne et aviculture	Békan, Bessao, Bébédjia, M'Baïbokoum
VITA	26 442 000	Crédits de campagne	Miandoum, Bébédjia
BELACD/DOBA	64 302 250		Miladi, M'Bikou, Doba Bébédjia
TOTAL	476 865 950		

Source FACIL

Information/Sensibilisation

Un programme de sensibilisation des quatre (04) nouveaux cantons intégrés dans la zone d'intervention du FACIL est en cours d'élaboration. La campagne d'information sera réalisée en collaboration avec la Cellule de Communication de la Coordination Nationale du Projet d'Exportation Tchadien. La période retenue pour la campagne est fixée au 20 novembre 2003.

SECTION 2 : ETAT D'AVANCEMENT DES ACTIVITES ET TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CONSORTIUM ET DE SES CONTRACTANTS

ACTIVITES ET TRAVAUX DE CONSTRUCTION

Aéroport :

Durant le trimestre, les travaux sont complétés à 100 %. L'aéroport est fonctionnel depuis la fin mai 2003.

Centre de Gestion des déchets (Landfill et incinérateur) :

La construction des installations permanentes de gestion des déchets à Komé est terminée. La mise en marche de l'incinérateur sera effectuée le 7/11/03.

Pipeline d'exportation :

Les travaux du Pipeline ont été complétés en fin d'année 2002.

Lignes électriques à haute tension :

Centrale électrique :

Les trois (03) turbines de la centrale électrique sont opérationnelles. Depuis le 5 août 2003, elles sont passées sur alimentation au gaz du Crétacé Inférieur.

Forages

Forage d'Exploration : 7 puits, 3 découvertes ;

Forage de Développement : 3 appareils ;

- *Miandoum* : 55 puits verticaux de crétacés supérieur y compris 4 puits d'injection et 3 anciens puits d'exploration ;
- *Komé* : 30 puits de crétacés supérieur dont 2 puits d'injection et un ancien puits d'exploration. 4 puits de crétacés inférieur ;
- *Bolobo* : 3 puits de crétacés supérieur ;

Travaux de complétion (2 appareils) ;

- *Miandoum* : 53 puits de crétacés supérieur y compris 2 puits d'injection et 3 anciens puits d'exploration ;
- *Komé* : 26 puits de crétacés supérieur y compris 2 puits d'injection et 1 ancien puits d'exploration. 4 puits de Crétacés inférieur ;
- *Bolobo* : 2 puits de crétacés supérieur.

Les cinquante (50) puits producteurs de Miandoum sont raccordés aux installations de surface. Ils offrent une capacité initiale de production d'environ 150.000 barils de pétrole par jour.

Centres d'opération

Le Centre des Opérations de Miandoum a été réceptionné à la mi-juin 2003. Le Centre des Opérations de Komé 5 est en cours de construction. L'état d'avancement des installations a atteint 90% .

Mise en production

La mise en production du champ de Miandoum a été effectuée en Juillet 2003. Celle de Komé sera effectuée au premier trimestre 2004. Le champ de Bolobo sera mis en production un peu plus tard.

Cérémonie officielle de la Première huile

Le Premier Baril de Brut est sorti des forages de Miandoum le 24 Juillet 2003, pour être progressivement traité et stocké en prévision du remplissage du pipeline d'exportation.

La cérémonie officielle pour célébrer la sortie de la première huile produite par le Tchad est prévue pour le 10 octobre 2003. L'évènement du siècle pour le Tchad sera présidé par le Chef de l'Etat Tchadien en personne, Son Excellence, Monsieur Idriss Déby. La présence à la cérémonie de six (06) Chefs d'Etat est aussi annoncée.

Dans le cadre de la célébration de la première huile, TCC a organisé à Miandoum le 28 Septembre 2003, un match de football opposant le Tonnerre de Miandoum et TCC Sport. Le but de cette rencontre est d'entretenir les relations amicales entre le personnel et aussi de renforcer les relations de cohabitation entre les travailleurs du Projet et la population locale.

ASPECTS SOCIO ECONOMIQUES

Consultations publiques / Information organisées par Esso

Le tableau suivant présente la situation des consultations publiques menées par ESSO TCHAD durant le mois de Juillet 2003.

No	Date	Village	Groupes Rencontrés	Thèmes
1	2 -juillet -03	Komé	Familles éligibles, CEC	Evaluation gestion des fonds confiés aux CEC
2	3 -juillet -03	Miandoum	Familles éligibles, CEC	Evaluation gestion des fonds confiés aux CEC
3	4 -juillet -03	Bero	Familles éligibles, CEC	Evaluation gestion des fonds confiés aux CEC
4	5 -juillet -03	Moundou	ASDEC	Evaluation gestion des fonds confiés aux CEC
5	10-15-juillet-03	Sarh	Apprentis, Star Nationale Apia/Cetin/Aepjm/Procure	Evaluation pédagogique
6	10-15-juillet-03	Sarh	ONAPE, Inspection de travail	Situation sur la démobilisation et recrutements
7	16-18-juillet-03	Doba	ORT, paysans éligibles	Evaluation Projet Agriculture Améliorée
8	16-18-juillet-03	Doba	ONAPE, Inspection de travail	Evaluation pédagogique
9	16-18-juillet-03	Kome	ORT, paysans éligibles	Evaluation Projet Agriculture Améliorée
10	16-18-juillet-03	Miandoum	ORT, paysans éligibles	Evaluation Projet Agriculture Améliorée
11	16-18-juillet-03	Bero	ORT, paysans éligibles	Evaluation Projet Agriculture Améliorée
12	19-juillet-03	Bero	Ménage déplacé	Réinstallation/dé placement
13	19-juillet-03	Kome	Nouveaux éligibles réinstallés.	Réinstallation/déplacement
14	22-26 juillet 03	Kome	TCC, Schlumberger, Pride CTNSC, SENEV, LCC, TCL TCM, Combatani, ProService, KLS, délégués personnel et du patronat	Evaluation et sensibilisation démobilisation et recrutement
15	29-31 juillet 03	Sarh	Apprentis, Star Nationale, Apia/Cetin/Aepjm/Procure	Remise des certificats d'assurances

Le tableau suivant présente la situation des consultations publiques menées par ESSO TCHAD durant le mois d'Août 2003

Date	Lieu	Groupes rencontrés	Thèmes
1 au 2 Août	Moundou	Chercheurs d'emploi ONAPE Insp. Du travail 189 personnes	Evaluation Budget Sensibilisation sur Réduction des activités du Projet arrêt de recrutement manoeuvres information sur transition opération (Main d'Oeuvre Hautement
2 au 4 Août	Moundou	Directeur et Caissier	Transfert des allocations Stagiaires et Familles
15 Août	Quartiers autour de Kome 5	Chefs de ménage des Habitants et éleveurs	Information de la pop et les éleveurs de la zone sur les changements intervenus dans la couleur de l'eau après nettoyage des cuves cylindriques de la base Komé 5
16 Août	Krim-Krim	Sous préfet, chef de canton S.G Mairie et Notables	Info sur le Brûlage
17 Août	Bemangra	Chefs de villages, notables et population de 7 villages	Info sur le brûlage, Sens sur les consignes 350 personnes présentes.
17 Août	Nya Pende	Familles (295 pers.)	consignes de sécurité sur les installations élect.

18 Août	Keikiro	Familles (250 pers.)	consignes de sécurité sur les installations élect.
23 Août	Doba rural	Membres des associations et LCC des éleveurs	La sensibilisation de la population sur le plaidoyer en faveur de la santé de reproduction : Lever les obstacles traditionnels et religieux permettant la consultation prénatale et le suivi des femmes pendant la grossesse dans les centres hospitaliers ou les ASV formés.

Le tableau suivant présente la situation des consultations publiques menées par ESSO TCHAD durant le mois de septembre 2003

Date	Lieu	Groupes rencontrés	Thèmes
02 septembre	Dobara, Bédia Baba	67 ménages, 160 cases, chef de villages et population	Recensement pour moustiquaires imprégnés et sur Le vol des panneaux de signalisation
04 septembre	Sahr	?	Promotion apprentis Off farm, transformation des P0roduits locaux
16 septembre	Ouaou	Population	Parachèvement des activités TCC
16 septembre	Timbéri	Ancien gardiens WillBros	Revendication sur salaires non payés
17 septembre	Kouloulou	Population	Information sur les possibilités limitées d'emploi avec les sociétés TCL et TCM
19 septembre	Komé	Population	Information sur les possibilités limitées d'emploi avec les sociétés TCL et TCM

COMPENSATIONS

Le Projet Doba a affecté de nombreuses terres agricoles estimées à ce jour à 850 ha. Une partie de ces superficies est définitivement perdue pour les agriculteurs (plates formes, voies d'accès, bases d'opérations, etc.) tandis qu'une autre retournera à son usage traditionnel à la fin des travaux d'implantation. Environ 2500 individus ont été touchés par l'acquisition des terres temporaires ou permanentes. Les terres communautaires occupées par des savanes ont été également touchées par le Projet d'Exportation Tchadien – Projet Doba.

De manière à dédommager les pertes encourues, le Projet Doba a mise en oeuvre un programme de compensation qui, pour chaque perte identifiée et estimée suivant des valeurs établies, propose soit un paiement en espèces ou en nature (charrue, charrette, etc.). Pour les terres communautaires, un programme de compensations communautaires permet aux communautés affectées de pouvoir bénéficier d'un choix d'infrastructures de base que le Projet s'engage à leur construire.

Compensations individuelles

Le tableau suivant présente la situation des paiements en espèces et en nature effectués durant le troisième trimestre 2003 ainsi que ceux effectués antérieurement.

Mois	Paiements en espèces (Fcfa)	Paiement pour dommages (Fcfa)	Paiement en nature (valeur en Fcfa)
Juillet 2003	12 624 000	1 637 500	0
Août 2003	19 590 000	607 000	642850
Septembre 2003	36 072 500	0	391925
Total du trimestre	68 286 500	2 244 500	1 034 775
Total depuis le début du projet 1998-2003	2 234 769 260	75 183 250	187 195 111
GRAND TOTAL des compensations versées depuis 1998	2 497 147 621		

Source : FOCUS

Les articles distribués pour la compensation en nature depuis le début du Projet

Articles	Nombre total
Bicyclette	382
Charrettes	450
Equipement agricole	711
Machine à coudre	88
Motopompe et moteur	5
Moulins	8
Total	1 644

Source : Esso

Compensations communautaires (GTZ)

Le Consortium a retenu les services de la GTZ pour gérer le volet relatif aux compensations communautaires. La première phase de ce volet est terminée. Elle a porté sur les consultations à effectuer pour le choix des infrastructures proposés par Esso Exploration and Production Chad Inc (EEPCL). 1 092 consultations ont été faites. Pour cette phase, cinq infrastructures de base ont été proposées par EEPCL.

Le résultat sur le choix consensuel montre qu'une bonne partie des villages éligibles (86) a modifié la demande, en choisissant une infrastructure autre que celle initialement proposée par EEPCL.

A la fin de la première phase, 40 villages ont opté pour un bâtiment scolaire, 12 pour un forage équipé, 10 pour une place de marché. Les autres choix se sont focalisés soit sur de bâtiments d'un autre style, du matériel agricole, ou de châteaux d'eau.

Durant le trimestre, la phase II a commencé avec la réalisation des infrastructures portant sur la construction des bâtiments scolaires et la fourniture des meubles. Pour la supervision des travaux et chantiers, la GTZ a fait appel à 6 moniteurs locaux des Association et Organisations Non Gouvernementales : Adicam, Adepal, Asda, Adicat et Adestal, et pour l'encadrement des villageois dans la maintenance des infrastructures, elle a fait appel à 3 moniteurs locaux de Adicam, Asda et Adestal.

Pour le premier Appel d'offres concernant les travaux de construction et de fourniture de meubles, 21 entreprises ont été prés qualifiés. Après dépouillement des offres, 4 sociétés ont été retenues pour la construction de 6 écoles et 2 pour la fourniture de meubles. Les travaux ont été initiés le 07 août 2003. Pour le second Appel d'offres, 25 entreprises ont été prés qualifiés. 2 ont été retenues pour la construction des bâtiments et 2 autres pour la fourniture de meubles. Les travaux doivent débuter vers le premier octobre 2003.

Ré installations

Les services socio économique et environnement d'Esso Tchad ont évalué la situation des personnes concernées par le programme de réinstallation qui offre aux bénéficiaires, une aide supplémentaire constituée des alternatives suivantes : relocalisation dans un autre village pour retrouver des terres cultivables ; la formation à un nouveau métier ; un emploi au sein du Projet pétrole ; ou la formation en technique d'agriculture améliorée.

En ce qui a trait au programme d'agriculture améliorée, l'ORT désignée par le Consortium Pétrolier intervient actuellement dans quinze (15) villages des cantons de Béro, de Komé et de Miandoum. 38 agriculteurs ont été jugés éligibles au programme. 57 groupes de villageois ont été créés autour des personnes éligibles pour bénéficier des formations administrées. Il y aura au total, 783 personnes qui seront formées aux techniques d'agriculture améliorée. Les formation les plus demandées touchent : la reproduction animale, le maraîchage, l'agriculture pluviale et la mise en marché de la production. L'ORT a produit une étude sur la fertilité des sols et entend faire la promotion active de l'utilisation de la fumure et du compost.

Concernant le volet formation à d'autres métiers, 32 personnes ont optés pour cette alternative. Les domaines de formation concernent : la mécanique, la menuiserie, la maçonnerie, la forgerie, la couture, le forage d'eau, et la restauration.

Parmi les quelques villages concernés par le programme de ré installation, seul un faible pourcentage de la population de ces villages a été jugé éligible à la ré installation ou à une des alternatives du programme. Actuellement, le nombre de personnes éligibles qui ont effectivement choisies d'être re-localisées dans un village

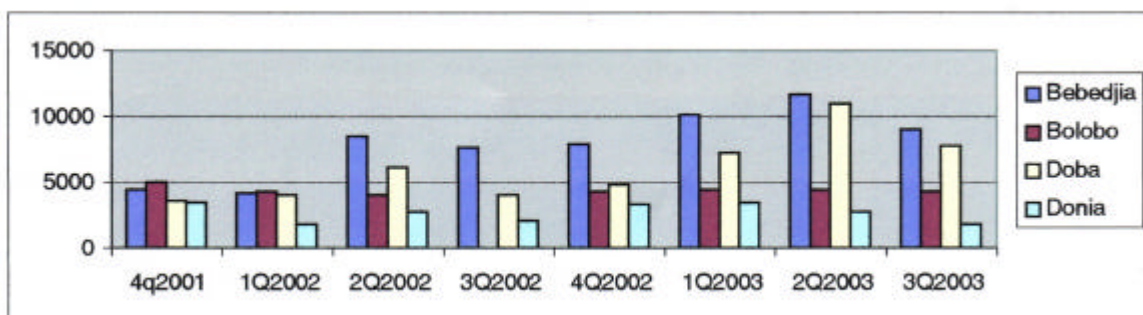
voisin, est de 33. Les autres familles ont choisi d'être formé aux techniques d'agriculture améliorée pour produire plus, sur des espaces plus restreints ou encore d'être reconvertis aux métiers non agricoles. 118 personnes éligibles à la réinstallation n'ont pas encore fait leur choix.

Depuis le début d'exécution du Projet Doba, seulement 196 individus (chefs de ménage) ont été jugés éligibles à une réinstallation. Les villages concernés où l'on trouve le plus grand nombre d'individus éligibles, sont par ordre d'importance : Béro, Ngalaba, Maïkiri, Dildo, et Bendoh.

Rappelons que le problème de la pression sur les terres a été identifié bien avant le début des travaux du Consortium et le nombre de ré installations estimé avant début des travaux est d'environ 400 personnes. Lors de la réalisation de l'étude environnementale initiale (Environmental Assessment), le Canton de Miandoum a été identifié comme celui qui souffrait le plus du phénomène de la pression sur les terres.

CONTRÔLE DE L'INFLATION

Les données relatives au suivi de l'inflation pour le troisième trimestre 2003 laisse entrevoir que la situation du fort indice des prix à la consommation est enfin en train de se résorber pour les principales agglomérations de la zone du Projet (OFDA). En dehors de la zone des champs pétroliers, la chute des prix à la consommation s'est amorcée au cours des deux trimestres précédents. Tel que mentionné dans le rapport trimestriel N°02 du CTNSC, le prix du logement est demeuré élevé dans les villes de Doba et Bébédjia. Par contre, au troisième trimestre 2003, on note une baisse sensible des prix qui peut être associée directement à la démobilisation des travailleurs de TCC.



Source Esso

LES ECONOMATS

Gestion et fonctionnement des économats

Répartition des comptoirs de vente

Les économats sont maintenant répartis en quatre (4) points de vente appelés comptoirs. Quatre d'entre eux se localisent maintenant à Komé 5 et un à Komé

Base. Celui de Miandoum a été fermé suite à la fin du chantier du centre d'opération. Les économats s'approvisionnent via les services de cinq fournisseurs locaux.

Bilan des ventes au troisième trimestre 2003

Période	Nombre de clients différents	Dépenses moyennes/client	Chiffre de vente Fcfa	Variation du chiffre de vente par rapport au mois précédent
16/07/03 au 15/08/03	2 334	20 073	46 850 262	+ 35,5 % ¹
16/08/03 au 13/09/03	1 639	18 835	32 471 208	- 30,7 %
14/09/03 au 14/10/03	1 577	21 508	33 919 000	+ 4,45 %
Moyenne	1 850	20 138	37 746 823	
TOTAL des ventes au second trimestre 2003			117 068 293	

Source Economat JMN

¹ Cette hausse marquée est la conséquence de la prime accordée par la Direction du Projet suite aux 20 millions d'heures travaillées

Comparaisons des ventes de produits de premières nécessités disponibles aux économats

Nom du produit	Unité	Volume pour la période n°			Variation des prix par rapport au trimestre précédent
		9	10	11	
Farine	tonne	9,2	7,3	6,4	Aucune
Huile	litre	4 243	2 037	2 542	+ 7.4%
Lait	tonne	2,1	1,5	1,3	Aucune
Riz	tonne	10,4	7,08	5,08	-2%
Savon	tonne	11,9	7,78	7,83	Aucune
Sel	tonne	5,66	2,28	1,91	Aucune
Sucre	tonne	12,28	7,9	7,74	Aucune
Thé	Kg	207,1	133	136	+ 2.9%

Il est observé une baisse marquée de fréquentation de la clientèle de l'ordre de 32,4 %, qui est directement attribuable au processus de démobilisation des travailleurs de TCC.

Sécurité alimentaire

Le projet de Sécurité alimentaire a débuté avec la première livraison au dépôt de Doba, le 23 mai 2003. Ce dépôt est localisé dans les locaux de l'Office National de Développement Rural (ONDR) de Doba. En juin, un second local a été loué à l'ONDR de Bébédjia. Ce projet prévoyait le stockage de 300 tonnes de céréales devant être vendu aux employés de TCC durant la période de juillet à octobre 2003.

Les achats de céréales et la location des magasins de stockage sont assurés par les services socio-économiques de TCC, tandis que la gestion de stocks et la vente sont assurées par la Société JMN, gestionnaire des économats du Projet. Les procédures de gestion de ce stock de céréales seront en tout point similaires à celles des économats.

La vente des sacs de mil pénicillaire a débuté le 17 septembre 2003 et n'a pas suscité l'engouement des employés de TCC, compte tenu du prix de vente supérieur de 2 500 Fcfa par rapport au prix du marché. Au 15 octobre 2003, seuls 94 sacs de 100 Kg ont été vendus. Sur la recommandation de JMN, le prix de vente a été abaissé de 10 000 Fcfa à 8 000 Fcfa dès le 06 octobre 2003.

Il est projeté d'envoyer une partie de ce mil vers N'Djaména pour l'offrir aux employés de TCC sur place (le prix du mil là-bas étant de 10 000 Fcfa le sac). Il est projeté aussi que si des stocks restent en décembre 2003, ils seront donnés aux ONG locales.

LOGEMENT DES TRAVAILLEURS

Le programme de crédit logement à l'intention des travailleurs de TCC a débuté le 16 juin 2003, par le versement des paiements liés au programme de logement. Ce programme de prêt est mis en place afin que les travailleurs éligibles puissent acquérir un terrain ensuite, initier la construction d'une habitation à Doba ou à Bébédjia.

Des arrangements ont été trouvés avec les autorités locales et les services des domaines en vue du lotissement des terrains. La répartition des lotissements se présente comme suit :

Répartition de l'attribution des lots et coûts associés

	Nombre de lots résidentiels	Nombre De lots traditionnels	Taxes au Trésor Public
Doba	250	206	90 774 500
Bébédjia	97	80	51 732 200
Total	347	286	142 506 700 Fcfa
Nombre total de demandeurs			
		869	
Nombre total de lots octroyés			
		633	
Coût du programme			
		478 398 900 Fcfa	(3 mois de salaire brut + 100 000 Fcfa X 633)

Source SSE/TCC

On note que le processus connaît aujourd'hui, les difficultés suivantes à Doba et Bébédjia :

Doba

- Des autochtones font de la résistance et empêchent l'implantation des panneaux d'identification des terrains ;
- Seules 161 parcelles sur 456 ont été bornées par les topographes ;
- A ce jour, seul 96 de travailleurs TCC ont pu effectivement entrer en possession de leur terrain.

Bébédjia

- attribution d'une grande partie des lots implantés (300) par les autorités administratives à des personnes qui ne sont pas reconnues comme travailleurs de TCC ;

- le nombre de lots disponibles pour répondre à la commande de TCC est très inférieur aux 199 demandes enregistrées ;
- enlèvement des bornes et des panneaux d'identification par des opposants au projet de lotissement ;
- menaces de mort proférées à l'endroit de l'équipe de topographes de TCC ;
- retard enregistré par les autorités administratives locales pour la fourniture des plans de masse des zones loties à TCC.
- Aucun intéressé n'est encore entré en possession de son terrain.

Conformément aux engagements pris, les travailleurs de TCC ont seulement 6 mois pour rembourser le crédit logement et également pour réaliser leur construction afin de bénéficier de la rétrocession du montant de 100 000 Fcfa. Au regard des difficultés soulignées ci-dessus, la réalisation de cette conditionnalité est pratiquement impossible. Par ailleurs, il y a lieu de signaler les situations suivantes :

- d'une part, certains employés ont déjà été démobilisés sans être entrés en possession de leur terrain et que TCC s'est remboursé le prêt consenti sur leurs indemnités de départ ;
- d'autre part, certains terrains sont actuellement sous cultures par des personnes se réclamant les propriétaires coutumiers, et se faisant, ne peuvent pas être actuellement mis en valeur par les attributaires employés de TCC ;
- enfin, certains travailleurs de TCC ont entrepris la construction d'une maison sur une parcelle leur appartenant mais acquise en dehors du programme de crédit logement de TCC.

Il est donc urgent de trouver des solutions à la question des plans et des revendications des opposants au projet de lotissements. Les maires des localités concernées entendent prendre l'affaire en main pour débloquer la situation rapidement. Le CTNSC et la Direction Socio économique de Esso s'impliqueront également dans la recherche de solutions.

Cité ouvrière de l'Institut Tchadien de Recherche Agronomique pour le Développement (ITRAD)

Les travaux de réhabilitation des habitations de la cité ouvrière de l'ITRAD à Bébédjia sont entièrement terminés et les employés de TCC (catégories 2 à 8) occupent ces cases. Chaque case comporte deux petites chambres pouvant être occupées par deux célibataires. Ces cases seront rétrocédées à l'ITRAD à la fin du chantier TCC.

EMPLOI LOCAL - DEMOBILISATION

Les données des effectifs des travailleurs tchadiens pour le deuxième et troisième trimestre 2003, n'ont pas encore été communiquées à la Supervision sur Site du CTNSC.

Embauche / Emploi / Démobilisation

Effectif des travailleurs tchadiens au niveau général et par catégorie

Trimestre	Effectifs ²	Effectifs par catégorie
-----------	------------------------	-------------------------

		Supervision	Qualifié	Intermédiaire	Non qualifié
Premier 2001	881				
Deuxième 2001	1 371				
Troisième 2001	1 966	210	886	545	355
Quatrième 2001	2 933	257	1 161	944	571
Premier 2002	3 654	225	2 123	574	732
Deuxième 2002	4 090	190	2 567	525	808
Troisième 2002	4 166	142	2 427	573	1 024
Quatrième 2002	4 764	144	2 789	629	1 202
Premier 2003	4 135	122	2 536	503	974
Deuxième 2003	3 911	164	2 318	512	917

²Effectifs n'incluant pas les employés de David Terrassement, WillBros et TCL.
Source Esso DRP

Effectif général par Société

Société	4 ^e trimestre 2002	1 ^{er} trimestre 2003	2 ^e trimestre 2003
EEPCI/ TOTCO	309	316	322
David Terrassement		(121) estimé	0
TCC	3004	3021	2 786
Pride Forasol	408	430	439
Schlumberger	231	226	246
Coris	15	15	11
Sogéa Satom	143	127	0
Doba Logistics	66	149 (chiffre de Fév.)	107
TCL		(6) estimé	
TCM	---	---	---
WillBros	588	(133) estimé	0
TOTAL	4764	4544	3 911

Source Esso DRP

Effectifs des travailleurs Nationaux versus Expatriés

Trimestre	Nationaux	Expatriés	Total
1 ^{er} trimestre 2002	3 654	760	4 114
2 ^{ème} trimestre 2002	4 090	1 261	5 351
3 ^{ème} trimestre 2002	4 166	1 751	5 917
4 ^{ème} trimestre 2002	4 764	2 357	7 121
1 ^{er} trimestre 2003	4135	2 378	6 513
2 ^{ème} trimestre 2003	3911	2 323	6 234

Source Esso DRP

Démobilisation

Démobilisation des employés nationaux TCC au cours du Troisième trimestre 2003

Mois	Embauches	Démobilisés	Diminution réelle des effectifs
Juillet	16	266	250

Août	6	269	263
Septembre	0	119	119
Total	22	654	632

Source DRH

Evolution trimestrielle de la démobilitation des employés nationaux TCC

Période finissant le	Nombre d'employés	% de réduction
31 Décembre 2002	3 099	Sommet des effectifs
31 Mars 2003	2 981	3.8%
30 Juin 2003	2 620	15.5%
30 Septembre 2003	1 988	35.8%

Nombre total d'employés nationaux au 30 septembre 2003 : **1 988**

Projection des besoins en effectifs en phase de production

EEPCI

Année	Employés nationaux	Employés expatriés	Total
2004	350	230	580
2005	380	175	555
2006	380	145	525
2007	380	110	490
2008	380	80	460
2009	380	60	440
2110	380	40	420
2111+	380	35	415

Source Esso DRP

PRIDE FORASOL : projection 2004 : **600 employés**

Schlumberger : Projection 2004 : **370 employés** (270 nationaux et 100 expatriés)

DEBOUCHES ECONOMIQUES LOCAUX / OPPORTUNITES D'AFFAIRES

Au niveau des retombées économiques locales les villageois ont bénéficiés entre mai 2002 et août 2003, de contrats pour l'approvisionnement en graviers, en blocs de latérite et en graines pour les besoins de ré végétalisation dans le cadre du contrôle de l'érosion des sols. Ces achats sont terminés et le bilan est le suivant :

Achats de graviers : **292 994 500 Fcfa** (25 042 m³, pour 21 groupements)
 Achats de bloc de latérite : **39 920 000 Fcfa** (3 992 m³)
 Achat de graines : **10 125 000 Fcfa**

Selon les données communiquées par Esso, les revenus générés par les entreprises nationales en lien avec des contrats passés avec les contractants du Consortium s'élèvent à 45 151 000 000 de Fcfa pour les cinq premiers mois de l'année 2003. De juin à Septembre 2003 les retombées économiques pour les entreprises Tchadiennes totalisent environ 32 150 000 000 de Fcfa se répartissant comme suit :

Contrats engagés par les principales Sociétés du Projet aux bénéficiaires de sociétés tchadiennes, Juin à Septembre 2003

Société contractante	Montant des contrats en milliard de Fcfa			
	Juin	Juillet	Août	Septembre
Esso Tchad	5,107	2,045	3,143	4,134
Pride Forasol	0,195	0,352	0,545	0,426
Schlumberger	0	0,282	0,256	0,304
TCC	4,999	5,020	3,145	2,297
Total	10,301	7,699	7,089	7,161

Source Dir. SEE/Esso

A ce jour, plus de 1 000 Sociétés tchadiennes ont fournies des bien et des services pour un montant estimé à 195 milliards de Fcfa. Ce chiffre devrait atteindre les 230 milliards d'ici la fin 2003.

Deux nouvelles Société sont récemment apparues dans le paysage du Projet Pétrole de Doba. Il s'agit de « Tchad Cameroun Logistique » (TCL) et « Tchad Cameroun Maintenance » (TCM).

TCL

TCL a été établie en avril 2003. Ses actionnaires sont Geodis Overseas France et Züst Bachmeyer International USA. TCL est une entité unique dédiée à la mise en place et au management des opérations logistiques pour le compte de COTCO/TOTCO/EEPCCI, pendant les 5 premières années de la production pétrolière. Il s'agit principalement des opérations de dédouanement, de chargement déchargement, du transport routier et aérien.

La politique de TCL est d'utiliser les services des entreprises tchadiennes au maximum compte tenu de leur compétitivité et des moyens dont elles disposent. Les opportunités d'affaires pour les entreprises tchadiennes touchent les secteurs suivants :

- Les opérations de dédouanement (Komé et N'Djaména) ;
- Le transport routier (Douglas-home/N'Djaména-Komé) ;
- Les opérations administratives (auprès des services administratifs) ;
- La formation (sécurité, matières dangereuses...)
- Les assurances
- Les services des agences de voyages ;
- Services de sécurité ;
- Services de nettoyage ;
- Services de communication (imprimerie, publicité) ;
- Télécommunications ;
- Hébergement ;

- Maintenance informatique ;
- Maintenance générale (électricité etc...)

Tchad Cameroun Maintenance (TCM)

Les actionnaires sont : Kellogg Brown & Root Services (KBR), Saipem S.A. et CEGELEC S.A.. L'objectif de TCM est d'assurer une maintenance efficace des installations industrielles de production (têtes de puits, station de collecte, centre de traitement et d'expédition du brut centrale de production d'énergie et réseau de distribution d'énergie) et des installations périphériques (routes, voies d'accès, aéroport, moyens de transport, bases vie, centre de traitement des déchets/eaux usées/eau potable). Les opportunités d'affaires pour les entreprises tchadiennes touchent les secteurs suivants :

- Mécanique générale ;
- Mécanique de véhicules légers, poids lourds et équipements de travaux publics ;
- Fabrication /réparation mécanique (soudure, fraisage, tournage...) ;
- Electricité industrielle ;
- Instrumentation
- Tuyauterie ;
- Froid industriel ;
- Production d'énergie (turbineurs, électriciens et instrumentistes...) ;
- Manutention ;
- Administration ;
- Services généraux (maçonnerie, menuiserie, peinture, plomberie, électricité, climatisation ...) ;
- Travaux publics
- Approvisionnement du catering ;

Dans le but d'assurer une bonne transition entre l'activité de construction et de maintenance, il est prévu que le personnel de la maintenance dans sa majorité, soit issu de l'activité de construction (transfert de personnel de TCC vers TCM)

Il est à noter que le Consortium a déjà effectué des journées d'information avec les Chambres de Commerce de Moundou et de N'Djaména ainsi qu'avec les opérateurs économiques locaux quant aux opportunités d'affaires et les règles y afférant. Une liste d'entreprises Tchadienne pouvant offrir des services a été produite et mise à la disposition du CTNSC. Les principales sociétés ont produit un document de référence quant aux opportunités d'affaires avec les entreprises tchadiennes durant la phase de production. Ces documents ont été mis à la disposition du CTNSC.

ETUDES SOCIO-ECONOMIQUES

La Direction Socio-économique d'Esso Tchad a mobilisé deux consultants pour la réalisation d'études visant à évaluer l'importance et l'impact des retombées financières créées par les activités économiques. La première enquête socio-économique effectuée par le consultant GEPFE vise à évaluer l'impact du Projet Doba sur les modifications des conditions de vie des populations et sur les conditions socio-économiques en général dans la zone des trois champs (Bolobo, Miandoum et

Komé). A ce titre, un recensement, des interviews et un questionnaire individuel ont été soumis à un échantillonnage cible de la population au niveau des ménages dans la zone du Projet. Cette enquête s'est échelonnée sur une période d'enquêtes de 9 mois.

La seconde étude quant à elle aborde les aspects plus macro économique, c'est-à-dire à l'échelle nationale. Le mandataire de cette étude est la Société URS.

Le CTNSC est toujours en attente pour recevoir une copie de ces études.

MIGRATION INTERNE

Le Village de Komé Atan

Aujourd'hui, la qualité du bâti s'est améliorée dans le village de Komé Atan. Plusieurs constructions en dur sont édifiées un peu partout dans le village mais, plusieurs îlots situés au centre du village sont demeurés partiellement occupés. De nombreux puits traditionnels, soit environ 70 ont été forés. La qualité de leurs eaux laisse à désirer parce que la majorité de ces puits ne dispose pas de margelles. Le CTNSC envisage la possibilité d'apporter un appui aux villages de la zone pétrolière en matière d'assainissement d'eau potable.

La population du village peut être estimée à environ 3 000 habitants (761 ménages). Depuis le début de la démobilisation, il y a une forte tendance à la diminution de cette population.

PATRIMOINE CULTUREL

Treize sites archéologiques ont été identifiés au cours du troisième trimestre 2003. Deux des sites ont été classifiés haute priorité. Ils se localisent à Dodang, Bégada.

Depuis le début du Projet, 194 sites ont été identifiés. La mise à disposition d'un bilan global de ces découvertes et du traitement effectués sur les différents sites archéologique de la zone pétrolière au Tchad a été demandée auprès des autorités du Projet.

FORMATION

Le programme de formation des employés nationaux oeuvrant pour TCC tire à sa fin. La démobilisation du personnel de la Direction des services de formation a débuté. Le rapport synthèse du programme mis en oeuvre au cours de ces deux dernières années est attendu avec grand intérêt par le CTNSC.

Le CTNSC entend suivre de près les éventuelles recommandations issues de ce rapport et s'interroge déjà sur le devenir des formations sur les postes de travail

(OJT) si la structure chargée du suivi et du contrôle de ces formations disparaît comme c'est le cas actuellement.

ASPECTS SANTE/SECURITE

SANTE DU PERSONNEL

Qualité de l'eau potable

Des mesures journalières de qualité de l'eau potable sont effectuées sur sept (7) sites du Projet (Cliniques médicales, cuisines, camp Esso, MCC, Miandoum, Boukarou). Ces mesures portent sur le taux de chlore, le pH, la turbidité, la conductivité et la présence ou non de coliformes. Les données sont transmises mensuellement au CTNSC pour analyse.

Couverture sanitaire

Toutes les cliniques sont opérationnelles et la couverture sanitaire sur les RIGS est adéquatement assurée.

LUTTE ANTI-VECTORIELLE

Les pulvérisations mensuelles contre les moustiques se poursuivent dans les bases vie, à l'intérieur et autour des habitations. Les membres de l'équipe ont été formés aux techniques d'imprégnation des moustiquaires. Le village de Komé Atan est également visé par ce programme de pulvérisation.

La pose de piège à glossines dans les galeries forestière en bordure des routes et autour de certains sites de la zone du projet permet de conclure que ce vecteur de maladie n'est pas présent dans la zone immédiate de Komé, puisque aucune mouche tsé-tsé n'a été capturée dans ces pièges.

CONDITIONS DE TRAVAIL

Conventions collectives des employés/ relations de travail

Aucun mouvement de grève ou arrêt de travail n'a été signalé au cours du troisième trimestre 2003. L'application des conventions collectives de travail par les Sociétés TCC et PRIDE FORASOL a permis de satisfaire les travailleurs qui jusqu'à présent se montrent satisfaits dans l'ensemble, de leurs relations avec le patronat et des conditions de travail existantes.

INSPECTION DES CAMPS ET CONDITIONS DE VIE DES TRAVAILLEURS

Les dernières inspections effectuées au niveau des camps démontrent que dans l'ensemble, les conditions de vie des travailleurs sont en adéquation avec les normes internationales. Les inspections d'hygiène dans les services de restauration sont effectuées à chaque semaine dans tous les camps.

SECURITE

Sécurité routière

Les efforts déployés par les services de sécurité semblent porter leurs fruits, puisque le nombre d'accidents impliquant des véhicules projet a sensiblement diminué au cours du trimestre.

Sécurité communautaire

Au mois d'août 2003 le personnel de la Supervision sur Site du CTNSC a participé avec Esso sur des campagnes de sensibilisation portant sur la sécurité des installations électriques.

SANTE COMMUNAUTAIRE

Situation vaccinale

Village de Komé Atan

Le CTNSC a appuyé une campagne de vaccination pour tous les enfants du Village de Komé Atan. Une enquête préalable avait relevé un taux de couverture inadéquat.

Assainissement / salubrité et eau potable

Village de komé Atan

La Supervision sur Site du CTNSC a appuyé la création d'un comité d'action au niveau du village dénommé « Action Ville Propre (AVP) ». Ce comité a pris en charge la gestion des points d'eau et la collecte des ordures. Le comité est appuyé par ACODE de Bébédjia en ce qui a trait à la fourniture du petit matériel nécessaire pour le nettoyage des ordures et la formation/sensibilisation.

Autres villages

SOFRECO (PCI) a été sollicité par le CTNSC, pour la rédaction de termes de référence nécessaires pour la réalisation d'une étude permettant de dresser un bilan

de la situation de l'eau potable dans les villages de la zone pétrolière et de proposer un programme d'actions visant l'amélioration des puits traditionnels pour une eau potable accessible à tous.

Centre de Référence pour les Maladies Infectieuses (CRMI)

Le projet de mise en place du Centre de Référence pour les maladies Infectieuses a été lancé. L'ONG ADS « Association pour le Développement de la Santé », a été officiellement enregistrée au Tchad pour devenir le gestionnaire de ce Centre.

Le Centre Régional des Maladies Infectieuses (CRM) financera l'amélioration des services de laboratoires hospitaliers de Doba et de Bébédjia. L'Association pour le Développement de la Santé (ADS) prévoit contribuer à la rénovation/amélioration de cinq (05) Centres de Santé de la zone des champs pétroliers. L'évaluation des besoins sera faite par la structure locale de l'Institut Tropical Suisse (ITS) et sera financée par le Programme de Contribution à la Santé de la Communauté (CHOP).

Programme de lutte contre le Sida et les IST

Vingt panneaux routiers sur la sensibilisation au VIH/IST ont été posés à travers les neuf cantons de la zone du Projet (Esso, CHOP, PPLS, CTNSC)

La troupe de théâtre « Les Benjamins » a effectué une tournée de trois jours pour une campagne de sensibilisation HIV/SIDA impliquant tous les villages de la zone du Projet, ainsi que les villes de Doba, Bébédjia et Moundou.

Un appui a également été apporté par Esso pour la visite de la Fondation « Safe Blood », pour rencontrer les autorités tchadienne/ Ministère de la Santé afin de préparer l'établissement d'un réseau de banques de sang sécuritaires au Tchad.

Lutte anti-paludique

Le programme de distribution de moustiquaires imprégnées est complété. 38 000 moustiquaires ont été distribuées dans les villages de la zone des champs pétroliers. Une requête a été faite auprès de l'Institut Tropical Suisse (ITS) pour développer un programme d'imprégnation pour les moustiquaires distribués.

ASPECTS BIOPHYSIQUES

DEFRICHAGE

Bilan des défrichements (hors emprise du Pipeline)

Période	Nombre d'hectares
Avril 2003	24
Mai 2003	21
Juin 2003	17
Juillet 2003	15
Août 2003	6
Septembre 2003	29
Total troisième trimestre 2003	50
Total depuis le début du projet	729

Source : EMP

La majeure partie des défrichements survenus durant le troisième trimestre 2003 concerne la construction des plates-formes de forage des routes d'accès y menant ainsi que les lignes électriques et les différentes canalisations destinées à l'amenée du brut vers le centre d'opération du Projet.

GESTION DES DECHETS

Déchets solides

Tous les déchets produits par les camps de Komé 5, Base de Komé, Miandoum et Pride Forasol, doivent être triés avant transport, pour dissocier les déchets considérés comme étant dangereux ou recyclables de ceux pouvant être incinérés ou enfouis sur place. Les déchets dangereux et/ou ne pouvant pas être enfouis ou incinérés sont acheminés dans la cours de stockage de TCC à la Base de Komé pour disposition ultérieure vers le Centre permanent de gestion des déchets (Landfill).

La situation d'accumulation des déchets dans la cours de stockage de TCC à la Base de Komé s'est beaucoup améliorée par rapport au trimestre précédent. Des efforts importants ont été déployés pour évacuer une grande partie des bois d'emballage vers les populations locales demanderesses ainsi que de la ferrailles vers les groupements de forgerons de la région. Par contre la situation de comptabilisation des flux de déchets cause problème. Suite au départ du Gestionnaire des déchets au cours du trimestre, il a été observé un arrêt dans la production des rapports journalier concernant les quantités traitées et stockées. Esso entend remédier à la situation dans les plus brefs délais.

Huiles usagées

A la fin du mois de juillet 2003 la réinjection des huiles usagées a été stoppée. A cette date, on comptabilise 248 750 litres d'huiles usagées qui ont été injectée au cours des semaines précédentes dans le puit de réinjection M501. Les raisons

invoquées par Esso pour cette réinjection sont les risques environnementaux liés au stockage de ces huiles (situation de crise).

Esso a produit un document d'information et des Termes de Référence pour permettre à des soumissionnaires potentiellement intéressés par le recyclage des huiles usées encore en stockage sur les différents sites du Projet (environ 250 000 litres), de se manifester et de faire une offre. Des contacts ont été initiés et les propositions sont en phase d'analyse

La stratégie à long terme pour disposer de ces huiles usées est la mise en oeuvre des trois alternatives suivantes :

Que les huiles usagées soient :

- utilisées comme comburant nécessaire au fonctionnement de l'incinérateur de déchets dangereux du Centre de traitement des déchets de Komé;
- réinjectées dans le pipeline d'exportation avec le brut ;
- et de continuer à chercher des opportunités locales de recyclage.

Déchets dangereux

Selon les données disponibles du mois de juillet 2003, environ 1 200 tonnes de déchets dangereux ont été générées depuis le début du Projet. 225 tonnes de ces déchets ont été traitées. Une bonne part de ces déchets est actuellement en stockage dans l'attente de la mise en opération du Centre de gestion des déchets (Landfill et incinérateur à haute température).

Déchets non dangereux

Au niveau des déchets non dangereux les données disponibles en juillet 2003 font état d'environ 44 000 tonnes de déchets générés depuis le début du projet dont :

- 21 000 tonnes ont été traitées par incinération ou par enfouissement sur site ;
- 7 000 tonnes recyclées et
- 15 000 tonnes en stockage.

Avec la fin prochaine de la saison des pluies, Esso entend s'activer pour l'enfouissement sur site des déchets non dangereux encore stockés sur place.

Le CTNSC est dans l'attente des données mises à jour (août et septembre 2003) concernant la comptabilisation du flux des déchets.

Recyclage (bois d'emballage et ferraille)

La Supervision sur Site du CTNSC collabore directement avec les responsables EMP Esso sur un programme de recyclage des bois d'emballage, de la ferraille et de certains plastiques. Ainsi, de juin à septembre 2003, 306 demandes émanant principalement des associations et des groupements d'intérêts communautaires ont été traitées. Le traitement de ces dossiers a résulté par l'approbation de bons de sortie de 2 333 bennes dont 1 361 ont effectivement pris un chargement.

La ferraille est principalement destinée aux groupements de forgerons de la zone. Les dossiers traités concernent des demandeurs pouvant fournir leur propre transport pour faire sortir les matériaux demandés. Esso ne pouvant affecter de manière significative des camions à cette opération de recyclage, il a été décidé de servir en priorité les demandeurs disposant d'un camion benne.

En ce qui a trait aux autres types de rebuts, qui pourraient éventuellement être recyclé, le CTNSC a demandé au responsables EMP Esso de bien vouloir mettre à leur disposition l'inventaire complet des équipements usagées ou hors d'usage qui seront éventuellement destinés au site d'enfouissement de manière à entrevoir des circuits de récupération aux bénéfiques des communautés locales. Cette requête a été adressée au cours du trimestre précédent mais n'a pas encore été satisfaite.

Mentionnons que le bois d'emballage pourri ou trop abîmé est actuellement acheminé sur deux anciennes carrières dans la zone de la Base de Komé afin que la population des villages environnants puisse venir s'en servir librement comme combustible ou encore récupérer ce qui peut l'être. Les débris restant seront enfouis sur place.

Finalement un programme de recyclage des déchets de cuisine a été instauré avec AFRICARE qui les utilise comme aliments pour l'élevage porcin.

Incineration

L'incinérateur principal prévu pour traiter les déchets devant être brûlés à haute température, a finalement été installé au site d'enfouissement officiel de Komé (Landfill) mais n'a pas encore été réceptionné. Sa capacité devrait répondre aux besoins d'incinération des déchets dangereux de l'ensemble des installations du Projet.

Au cours du troisième trimestre 2003, ce sont 760 tonnes de déchets qui auront passées par l'incinération des différentes installations à la Base de Komé.

Enfouissement

La Supervision sur Site du CTNSC procède actuellement à la collecte et à l'analyse des manifestes d'enfouissement reçus de Esso et produits par les différentes sociétés impliquées dans le Projet. Selon le PGE, ces sociétés sont autorisées à enfouir des déchets inertes (non dangereux) nommément décrits sur leur site. Des

manifestes d'enfouissement doivent donner la localisation du site d'enfouissement, sa dimension, les volumes et le type de déchets qui ont été enfouis.

Les travaux de construction du Landfill sont en parachèvement. Des travaux de finalisation restent à être complétés. Selon toute vraisemblance, le Landfill pourra recevoir ces premiers déchets pour enfouissement au cours du dernier trimestre 2003.

Sols contaminés

Une procédure de décontamination des sols souillés aux hydrocarbures a été initiée à Bolobo 3. Les volumes mis en traitement sur ce site sont évalués à environ 550 tonnes. Les résultats récents d'analyses des sols démontrent d'excellents résultats. Ces sols ont été partiellement enlevés et transportés dans la cours de traitement de déchet de TCC à la Base de Komé pour servir à l'édification d'un remblai pour l'installation d'une fosse étanche de rétention pour le stockage de déchets liquides.

Actuellement, on peut estimer qu'environ 10 tonnes sont encore stockées dans la cours de TCC. Ces sols ne se prêtant pas bien au land farming, ils seront fort probablement acheminés au Landfill pour incinération.

Il est à noter qu'une très large part de ces sols contaminés provient de la restauration du site du dépôt de carburant de Pride Forasol, tandis que l'autre part provient des petits déversements accidentels.

Boues de forage.

Suite aux analyses initiales des boues de forage effectuée sur environ une dizaine de site pour déterminer leurs niveaux de polluant qui ont démontrées leurs non toxicités, le Consortium a autorisé à ce que les fosses de rétention (bourbiers) ne soient plus munies de toiles d'étanchéité. Selon le Consortium, les procédures de gestion des boues qui ont été mise en place font en sorte qu'elles peuvent être considérées comme un produit inerte et sans danger. Les tests qui sont systématiquement effectués sur ces boues concernent la salinité et le Ph de manière à rendre neutre la solution avant son rejet. Le CTNSC suit de près toutes ces opérations.

Gestion des hydrocarbures

Les besoins du projet en consommation de carburant sont très importants. Dans l'ensemble le stockage de ces carburants respectent les normes inscrites dans le Plan de Gestion de l'Environnement (PGE). Des améliorations doivent cependant être apportées quant aux conditions de service aux différents points de ravitaillement des engins et citernes mobiles. De multiples petits déversements sont souvent observés aux points de ravitaillement (reflux lors du remplissage).

Une étude est actuellement en préparation pour effectuer une analyse plus approfondie de la contamination des sols aux hydrocarbures à l'ancien dépôt de carburant de la Base de Komé (station service). Les travaux consisteront à faire des carottages de sol sur une profondeur d'environ dix mètres sur l'ensemble du site afin de déterminer l'extension latérale et verticale de la contamination. Au cours du mois de décembre 2002, plus de 500 mètres cubes de sols contaminés avaient été prélevés sur ce site pour être destinés à la biorémediation. Après ces travaux de décapage, 9 échantillons analysés en laboratoire révélaient encore la présence d'hydrocarbures.

ÉCOULEMENT ET PROTECTION DES EAUX DE SURFACE, DU LIT ET DES RIVES DES COURS D'EAU

Erosion des berges et écoulement de l'eau

Dans le cadre du programme de suivi environnemental du site du pont de la rivière Mbéré, des visites trimestrielles sont effectuées par les moniteurs EMP Esso. Le rapport de la visite du troisième trimestre 2003, fait état d'une érosion mineure sur la portion aval du côté tchadien de la rivière. Des recommandations ont été faites pour mettre en place des actions correctives. Dans l'ensemble, la végétation s'est très bien rétablie sur les berges.

Gestion des eaux usées

En moyenne, entre 30 et 40 000 m³ / mois d'eaux usées sont traitées à travers les différentes stations de traitement des bases de Komé 5, Base de Komé . Les eaux de rejet sont testées une fois par semaine selon les dispositions du PGE et les résultats démontrent que toutes les dispositions sont prises pour respecter les normes y étant stipulées. Les analyses concernent les paramètres suivants : pH, Chlore résiduel, turbidité et conductivité.

Rejet des eaux des tests hydrostatiques

Les eaux utilisées pour les tests de pression hydrostatique sont principalement ponctionnées à partir des eaux de la Nyan. Dans la majorité des cas l'eau utilisée est récupérée pour effectuer d'autres tests hydrostatiques ou encore pour être utilisée pour l'abattement de la poussière sur les routes du projet. Les tests d'analyse de la qualité des eaux de surface avant et après rejet ont été effectués initialement et ont démontré que la qualité des eaux de rejet n'est pas significativement différente de celle des eaux ponctionnées à la source.

Depuis le début du projet, 93 000 mètres cubes d'eau ont été utilisés aux fins de tests de pression hydrostatique.

Déversements accidentels (tous types confondus)

Bilan troisième trimestre 2003

Période	Nombre déversements >150 litres	Nombre déversements <150 litres	Quantité totale déversée Litres
Avril 2003	1	5	740
Mai 2003	0	7	420
Juin 2003	0	5	185
Juillet 2003	0	11	697
Août 2003	0	6	490
Septembre 2003	1	10	1520
Total 3^e trimestre	1	27	2707
Total début projet	8	125	8928

Source : EMP

Aucun déversement accidentel sur les plans d'eau n'est survenu au cours du trimestre. Il est à noter que les déversements accidentels observés jusqu'à ce jour, proviennent principalement de petits déversements issus d'accidents liés au transport ou au stockage des carburants.

Il a pu être observé quelques déversements d'huiles usagées dans la zone de Maïnani où les sous contractants nationaux se sont installés. La Société Babalkher a quitté les lieux en laissant le site dans un état déplorable. Sur place, des huiles usagées se sont trouvées déversées à même le sol et déchets de toutes sortes étaient également présents. Les services environnement TCC sont intervenus pour nettoyer les lieux. Le CTNSC a exhorté Esso pour la sensibilisation de ces sous-contractants en matière de gestion environnementale. Le CTNSC a également visité chaque site pour inspection et rappel aux responsables sur place des règles devant être suivies ainsi que les mécanismes existant pour la disposition des déchets.

CONTROLE DE LA CONSOMMATION ET DE LA QUALITE DE L'EAU

Utilisation des eaux souterraines et des eaux de surface

Un programme de suivi de la qualité et de la variation de l'élévation du toit de la nappe est en place depuis décembre 2002 grâce à l'installation de 34 piézomètres répartis dans les champs de Komé, Miandoum et Bolobo. Les données mensuelles de ces mesures sont mises à la disposition du CTNSC pour analyse.

L'analyse de la qualité des eaux souterraines s'effectue une fois par mois sur l'ensemble des 34 piézomètres et également dans 16 puits villageois de la zone pétrolière. Les paramètres considérés lors des analyses sont : la température, la conductivité, le pH, la turbidité, CL, SO₄ NO₃, NO₂, NH₃, Fe, Mn et coliformes fécaux. Ces données sont rendues disponibles à la Supervision sur Site du CTNSC.

De plus, toutes les quantités d'eau ponctionnées sont systématiquement comptabilisées de manière régulière selon les procédures inscrites au PGE.

Un rapport d'étude sur l'impact de la consommation d'eau du Projet Doba sur la disponibilité de la ressource a été déposé en juin 2003. Cette étude a été réalisée par une mission de la Direction Régionale de l'Hydraulique (DRH) de N'Djaména. Leurs conclusions confirment que les besoins actuels du Projet Doba en eau ne mettent pas en péril la qualité et la disponibilité de l'eau pour les populations de la zone.

Eaux souterraines

Bilan troisième trimestre 2003

Période	Volume utilisé m ³ : eau potable des bases vie ¹	Volume utilisé m ³ pour la construction et l'abattement de la poussière ²
Avril 2003	21 956	43 505
Mai 2003	38 318	64 600
Juin 2003	31 656	40 590
Juillet 2003	44091	23884
Août 2003	43059	14819
Septembre 2003	42482	23310
Total du trimestre	129 632	62 013
Total début projet	363 316	1 171 106

¹ Komé 5, Komé Base et Miandoum excluant le Drilling camp

² Incluant les ponctions exercées sur la rivière Nyan pour l'abattement de la poussière.

Source : EMP

A ce jour, 78 puits de production et 3 puits de réinjection ont été forés. Chaque forage pétrolier requiert un certain volume d'eau pour les opérations de foration. Pour les besoins de l'ensemble des 81 puits pétroliers forés jusqu'à maintenant, il y a eu 48 forages d'eau. Esso a fait récemment parvenir à la Supervision sur Site du CTNSC, les données sur les quantités d'eau ponctionnées pour le forage de 74 puits

des champs pétroliers de Miandoum, Komé et Bolobo. Une analyse de ces données est actuellement en cours.

Eaux de surface

La ponction exercée sur les eaux de surface est effectuée uniquement sur la rivière Nyan pour les besoins d'arrosage des routes pour abattre la poussière ainsi que pour les besoins en eau requis pour les tests de pression hydrostatique des diverses canalisations des chantiers. Les prélèvements permis par le PGE sur les eaux de surface sont d'un maximum de 10% du débit de la rivière. A ce jour ces 10% n'ont jamais été atteint. Les mesures de prélèvement et de débit sont effectuées selon les fréquences stipulées dans le Plan de Gestion de l'Environnement (PGE).

Ponction sur les eaux de surface¹

Période	Nyan (contrôle de la poussière)	Tests hydrostatiques
Avril 2003	37 540 m ³	15 080 m ³
Mai 2003	31 490 m ³	3 895 m ³
Juin 2003	13 780 m ³	61 m ³
Juillet 2003	5 235 m ³	122 m ³
Août 2003	4 160 m ³	2242 m ³
Septembre 2003	8 930 m ³	704 m ³
Total du trimestre	18 325 m ³	3 068 m³
Total début du Projet	----	92 996 m³

¹ chiffres non officiels

SOLS

Protection des sols/ mesures anti-érosives

Au cours du troisième trimestre 2003, des actions de protection anti-érosive ont continué à être menées. Il s'agit de la protection des berges des fossés de drainage des eaux pluviales à MCC, autour du nouvel aéroport, ainsi qu'au Landfill.

Ces travaux consistent en la pose de nattes de pailis sur les berges des fossés préalablement ensemencés avec des graines d'herbe. On note qu'une partie de ces travaux ont été entrepris un peu trop tard en saison. Certaines sections ont déjà subit l'assaut des intempéries (érosion très marquée), entraînant une certaine sédimentation dans les cours d'eau de raccordement.

La Supervision sur Site du CTNSC entend effectuer une vérification de l'état des travaux de mesures anti érosives au niveau des différents canaux d'évacuation des eaux de surface dès la fin de la saison des pluies.

Restauration des sites

Environ 20 hectares ont été restaurés par TCC. Ces travaux de restauration se sont principalement réalisés en avril 2003 dans la zone du Centre d'Opération de Miandoum.

WillBros a quant à lui, procédé à la restauration de l'ensemble du pipeline à l'exception des routes d'accès aux vannes qui doivent demeurer pour la durée de vie du Projet. On estime ainsi que 500 ha d'emprise du pipeline ont été restaurés.

Le CTNSC suit avec intérêt la mise en place d'un programme de suivi de la fertilité des sols après restauration. Les services socio économique et environnement d'Esso Tchad ont à ce titre demandé à l'ORT International Coopération de Washington de prendre en charge le volet formation en agriculture améliorée (restauration de la fertilité des sols) offert dans le cadre du programme de ré installation/alternatives. Il a été demandé au consultant de l'ORT de produire une étude concernant la fertilité des sols et pratiques culturales de la zone pétrolière, mais également de donner son avis sur la manière dont le Projet Doba a géré l'aspect pédologique (restauration des sites : carrières et emprises). Un protocole du suivi de la restauration de la fertilité des sols touchés par les activités de construction a été établi et des résultats préliminaires seront disponibles d'ici la fin de la période des récoltes.

Sites d'emprunt

Une proposition de plan de restauration des gravières et des carrières de latérite non encore restaurées est actuellement à l'étude par Esso. Il est entevu que la restauration de l'ensemble des sites d'emprunt puisse démarrer vers la fin novembre 2003.

La restauration des 54 carrières de latérites utilisées par David Terrassement lors de la construction de la route Komé-Mbéré a été réceptionnée par Esso. Le CTNSC entend faire une inspection de chacune de ces carrières afin de vérifier leur état après la saison des pluies.

En fin septembre 2003, l'équipe EMP Esso a produit un rapport d'étude sur l'état des emprunts afin de mieux planifier et ce le plus rapidement possible la restauration de ces sites. Le CTNSC entend suivre ce processus de près.

Plates- formes de forage

La restauration des plates-formes de forages s'effectue au fur et à mesure de la progression des travaux de construction. Ainsi, à ce jour, ce sont 52 plates-formes

de forage qui ont été restaurées. (38 à Miandoum, 4 à Komé, 3 à Bolobo, et 7 pour les puits d'exploration). Cette restauration consiste à la fermeture des bourbiers dont le contenu est mélangé à la latérite qui est décapée d'environ du tiers de la plateforme. La terre végétale est par la suite remise sur la portion travaillée par scarification.

Emprise du trunkline/flow lines

Les travaux de restauration de l'emprise du trunkline et des flow lines se font au fur et à mesure de la finalisation des travaux. Cette restauration se fait dans le respect des prescriptions du PGE.

Emprise du pipeline

La restauration des terrains utilisés pour la construction du pipeline est complétée. La terre végétale a été remise en place, et des consultations publiques ont été initiées en juin 2003 afin d'informer les paysans qu'il leur était permis d'utiliser ces terrains à des fins agricoles. Les seules restrictions sont l'interdiction de planter des arbres, de construire des infrastructures sur l'emprise du Pipeline. Certaines portions de terrain tel que les voies d'accès à certains sites sur l'emprise du Pipeline doivent cependant demeurer à l'usage exclusif du Consortium.

Des inspections régulières se font à partir d'un survol par hélicoptère afin de déceler, entre autres, si l'intégrité du pipeline n'est pas mise en péril par des phénomènes d'érosion lors de la saison des pluies.

Démantèlement des camps

La restauration des camps de Kagopal de M'Béré et de Bam est complétée. Les sociétés occupant initialement les lieux ont démonté leurs installations et remis les terrains en état.

Contrôle de la poussière

Au cours du trimestre précédent, vu la période des pluies, il y a eu peu d'arrosages au titre du contrôle de la poussière sur les routes du chantier.

La Supervision sur Site du CTNSC est dans l'attente pour recevoir de la Direction Socio-économique et Environnement d'Esso Tchad, le plan de contrôle de la poussière pour la période après saison des pluies 2003. Rappelons que durant la dernière saison sèche, un banc d'essai d'épandage de mélasse issue des installations de la CST de Banda à Sarh avait fait ses preuves pour l'abattement de la poussière sur les routes de la zone des champs pétroliers. Esso Tchad avait alors marqué son intérêt pour étendre l'application de la mélasse sur les sections routières de trafic lourd.

Vu le début de la saison sèche, et dans l'attente de la disponibilité de la mélasse à la CST, il est certain qu'Esso Tchad devra reprendre momentanément l'arrosage des routes de la zone des champs pétroliers.

La Supervision sur Site du CTNSC ne dispose pas encore d'informations précises sur le bitumage de certaines portions de route de la zone des champs pétroliers par le Consortium comme le souhaite vivement la population locale et le Gouvernement du Tchad.

Contrôle de la qualité de l'air

Les installations de mesures de la qualité de l'air ambiant ont été mises en place au cours du second trimestre 2003 (avril) et sont fonctionnelles. Il s'agit d'une station mobile et d'un mât fixe avec des appareils de mesures météorologiques. Ils se localisent au Centre des Opérations de Komé 5.

Les appareils permettent la mesure en continu du SO₂, NO₂, PM₁₀, la vitesse et la direction du vent ainsi que la pluviométrie. Les données sont recueillies sur une base journalière pour chaque mois.

L'ensemble des résultats de mesure pour la période d'avril à septembre 2003 a récemment été communiqué à la Supervision sur Site du CTNSC qui les interprètera d'ici peu.

SECTION 3 : SUIVI ET CONTRÔLE DU PGE

Avant propos

Organisation générale du suivi de l'environnement

L'organisation du suivi de l'environnement se présente comme un système à niveaux multiples.

- Les activités des Contractants sont suivies par le personnel de contrôle de la qualité environnementale des Contractants ;
- Le rôle des responsables du suivi de l'environnement sur le terrain d'Esso Exploration and Production Chad Inc-Tchad Oil Transportation Company (EEPCI/TOTCO) est principalement de confirmer les résultats des responsables du contrôle de qualité environnementale des Contractants. La confirmation des résultats de l'assurance qualité des Contractants par les responsables d'EEPCI/TOTCO sur le terrain est généralement obtenue en utilisant une méthode d'échantillonnage basée sur les risques.

Les activités des contractants sont également suivies de près par les représentants d'EEPCI/TOTCO responsables de la construction des sites afin de veiller à ce que les activités de sites particuliers soient conformes aux exigences et spécifications du projet, y compris celles qui concernent les aspects Biophysiques, Socio-économiques, Sanitaires et Sécuritaires (BP/SE/SS) ;

- Le suivi externe de la conformité du PGE est assuré par le Consultant D'APPOLONIA (ECMG). Ce groupe est chargé de produire une évaluation indépendante de la conformité du Consortium au regard de leurs obligations ;
- La Supervision sur Site du CTNSC a quant à elle, la responsabilité d'examiner la conformité *a priori*, vérifier la mise en œuvre, et évaluer *a posteriori* les résultats des mesures prévues par le Projet dans le cadre du PGE.

L'équipe de la Supervision sur Site et le suivi contrôle du PGE

Les Experts et leurs agents sont recrutés à titre d'agents de suivi (monitors) de la conformité du Plan de Gestion Environnementale du Projet. Cette équipe est chargée de produire une évaluation de la conformité des activités du Consortium (Esso/Petronas/Chevron ; EEPCI) et de TOTCO au regard de leurs obligations contenues dans le Plan de Gestion de l'Environnement (PGE).

Les experts et leurs agents, sont également appelés à mettre à profit leur expertise spécifique en ce qui a trait au développement et à la mise en œuvre des mesures d'accompagnement et d'atténuation identifiées pour mitiger les impacts défavorables induits par la réalisation du projet pétrolier. Il s'agit ici essentiellement du programme de mesures d'urgence (infrastructures urbaines des municipalités de la zone du Projet, gestion participative et durable des ressources forestières de la zone pétrolière, campagne de sensibilisation pour la prévention contre les IST/VIH-SIDA), Plan de Développement Régional (PDR) et Evaluation Environnementale Régionale (EER).

Mise en conformité et situations de non conformité de l'environnement relevées durant le quatrième trimestre

L'objectif principal de la surveillance de l'environnement est l'observation des conditions du site et des activités de travail, afin de :

- vérifier et démontrer la conformité aux exigences environnementales, ou
- identifier et étayer les situations de non conformité existantes ou potentielles et mettre en œuvre des mesures correctives.

Les initiatives de mise en conformité au PGE renvoient à une situation et/ou circonstance qui n'est pas encore une situation de non-conformité, mais qui pourrait devenir une situation de non-conformité si elle n'est pas traitée de manière satisfaisante. De plus, une initiative de conformité au PGE est une activité et/ou une démarche qui augmente le niveau de performance global du projet. Telle que définie, une initiative environnementale de conformité au PGE correspond à :

- un incident presque arrivé eu égard aux prévisions et/ou exigences environnementales du projet ; ou
- une bonne idée qui participe à l'amélioration continue de la performance globale du projet.

Les situations de non-conformité se définissent comme suit :

- La situation de non-conformité de niveau I étant toute situation de non-conformité ne cadrant pas avec les dispositions d'origine, mais n'étant pas considérée comme une menace immédiate à une ressource identifiée. Des problèmes de niveau 1 se répétant peuvent se transformer en problèmes de niveau II s'ils ne sont pas traités de manière adéquate.
- La situation de non-conformité de niveau II étant une situation de non-conformité qui n'a pas encore entraîné de dommages clairement identifiés ou n'a pas encore eu d'impact irréversible sur une ressource sensible ou importante, mais qui nécessite la mise en œuvre de mesures correctives rapides et une attention particulière sur le site, afin de prévenir de telles conséquences. Des problèmes de niveau II se répétant peuvent se transformer en problèmes de niveau III s'ils ne sont pas traités de manière adéquate.
- La situation de non-conformité de niveau III étant une situation de non-conformité particulièrement critique, comprenant généralement des dommages constatés à une ressource spécifiquement protégée ou la perspective raisonnable de dommages imminents.

Les situations de mise en conformité et les situations de non-conformité relevées par le Consortium

Dans le cadre des activités des contracteurs, le nombre cumulé de situations de non conformité environnementale relevés par Esso durant le troisième trimestre 2003 est de zéro.

Les situations observées par le CTNSC/Supervision sur Site.

Dans le cadre de ses activités de suivi et de contrôle de la conformité environnementale, l'équipe de la Supervision sur Site a observé les situations consignées au Tableau intitulé CTNSC/Récapitulatif des Observations qui a été porté à l'attention des responsables EMP du Consortium. Le nombre total des situations se présente comme suit :

Niveau I	Niveau II	Niveau III	Total
39	0	0	39

OBSERVATIONS
De la Supervision sur Site du CTNSC
A l'intention de la Direction Socio-économique et
Environnement d'Esso Tchad

Septembre 2003

Aspects administratifs		
Etudes et plans requis	Mise à disposition de la documentation	<ul style="list-style-type: none"> Le Consortium a demandé au CTNSC de présenter un canevas de rapport mensuel que celui-ci pourrait produire pour le CTNSC. Cette procédure devra permettre au CTNSC de mieux harmoniser la production de ses rapports mensuels. <u>Néanmoins, la production de ce rapport mensuel ne doit pas se substituer à la fourniture, en tant que de besoin, des données de base de suivi et de contrôle transmises jusqu'à présent.</u> Le CTNSC désire connaître les dispositions prises jusque là par Esso concernant les préoccupations environnementales dans ses activités d'exploration. Production des «baseline assesments» ou études d'impact environnemental et application de mesures d'atténuation.
Suivi du PGE	Démobilisation	<ul style="list-style-type: none"> Le CTNSC s'inquiète de la démobilisation hâtive du personnel EMP TCC. Vu le travail qui reste à faire au plan de la construction sur les champs de Komé et de Bolobo. Il y a un risque énorme que le travail de suivi et de contrôle qui doit être assuré par l'équipe EMP TCC ne puisse être adéquatement assumé. L'absence de déclaration de situations de non conformité au cours des 3 derniers mois se serait-elle pas liée à cette démobilisation hâtive. Aujourd'hui, il n'y a pas de Waste Manager désigné pour la comptabilisation des flux des déchets produits et disposé. Le CTNSC souhaite être informé des correctifs et des solutions envisageables.
Aspects biophysiques		
Emissions atmosphériques	Qualité de l'air	<p>Nous désirons que les données de contrôle de la qualité de l'air ambiant nous soient transmises à chaque mois.</p> <p>Nous désirons être informé et consulté sur le programme d'abattement de la poussière avec la mélasse pour la prochaine saison sèche. Stratégie et plan d'action. Le CTNSC désire être consulté et associé.</p> <p>Y a-t-il des modifications quant à la position de Esso sur le bitumage des routes dans la zone des champs pétroliers. Rappel sur ce qui est effectivement prévu d'effectuer</p>
Gestion des déchets et des carburants	Incinérateurs	<p>Observé le 10 septembre :</p> <p>brûlage des déchets en plein air malgré le bon fonctionnement de tous les incinérateurs du yard TCC. Aucune plate forme de brûlage n'a été prévue.</p> <p>Le CTNSC veut être rassuré sur les dispositions prises ou qui seront prises pour ce qui est de l'incinération des déchets. Date de mise en fonction de l'incinérateur principal et quels seront les incinérateurs existants qui continueront à être opérés et dans quels lieux ?</p>
	Enfouissement des déchets	<p>Observé le 25 août :</p> <p>Enfouissement des déchets à BOLOBO 7 dont certains sont classifiés comme dangereux (batteries et chiffons huileux). Environ 15 paysans étaient présents sur les lieux et procédaient à la récupération de certains déchets.</p>
		<p>Le CTNSC veut être rassuré quant à la mise en opération rapide du Landfill afin de respecter les prescriptions du PGE en matière d'enfouissement des déchets. Le CTNSC souhaite que toutes opérations d'enfouissement de ce genre cessent et que le landfill soit mis en opération dans les plus brefs délais. La cérémonie officielle de la première huile ne doit pas être un prétexte à un nettoyage des bases vies et à des opérations d'enfouissement en catimini.</p> <p style="text-align: center;">57</p> <p>Une situation de non conformité concernant des sols contaminés déposés à Bolobo est toujours ouverte.</p>

Gestion des déchets et des carburants (suite)	Tri et stockage des déchets	<p>Observé le 10 septembre au yard TCC</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les déchets arrivent trop souvent mal triés. les bennes de bois devant être dépotées contiennent des ordures de tous genres. Une procédure du genre checklist devrait être instaurée pour contrôler les arrivages de déchets. • des contenants de peintures sont mis en tas à même le sol. • des filtres à huiles usagés ne sont pas stockés dans des conteneurs appropriés • des produits liquides dangereux sont disposés hors de la fosse de rétention. Inadéquation entre le design de cette fosse de rétention temporaire et l'équipement de manutention disponible (fork lift) • Plusieurs fûts d'huiles usagées ne sont pas stockés en double conteneur et un déversement sur le sol peut être observé. • Plusieurs fûts contenant des déchets dangereux ne sont pas fermés ; chiffons huileux et sols contaminés (pas de couvercles) • Plusieurs fûts ne sont pas clairement identifiés quant à leur contenu. • Les sites d'entreposage ne sont pas identifiés (zone de stockage des huiles usagées, des sols contaminés, des chiffons huileux etc.) ; • L'option de transporter les déchets de bois sur le site d'emprunt de Bolobo représente des risques d'accidents pour les populations locales qui viennent se servir en bois sur ce site et ce particulièrement lors du déchargement des bennes. Solution à mettre en place pour sécuriser cette procédure ?
	Gestion et traitement des sols contaminés aux Hydrocarbures	Fournir un bilan trimestriel des actions de bioremédiation incluant un descriptif de la procédure. Fournir étude sur la contamination des sols de l'ancienne station service de la Base de Komé .
	Gestion des carburants Prévention des déversements accidentels d'hydrocarbures	<p>Les camions citernes transportant les carburants pour le projet ont-ils subi une inspection pour s'assurer qu'ils sont conformes aux exigences de transport de ce type de matériel.</p> <p>Est-ce que les petits sous-traitants du Consortium ont été informés/sensibilisés concernant leurs responsabilités en matière de gestion des déchets sur le site de Maïmani ? (Déversements d'huiles usagées)</p>
	Disposition et traitement des huiles usées	<p>Il semble que la réinjection soit stoppée ; Pourquoi ? Ets-ce que la réinjection sera privilégiée ou bien le brûlage à l'incinérateur principal ?</p> <p>Inclure dans le rapport mensuel EMP au CTNSC un bilan du traitement et stockage des ces huiles.</p>

Ressources en eau	Modification de l'écoulement/drainage des eaux superficielles	<p>Observé le 23 août :</p> <p>Les mesures anti érosives du canal CTF vers la Loulé sont inadéquates ce qui entraîne une sédimentation importante dans le lit de la Loulé.</p>
	Mesures anti-érosives	<p>Observé le 16 août :</p> <p>Destruction des murets en moellons devant réduire la vitesse d'écoulement des eaux sur les canaux d'évacuation des eaux vers la Loulé et la Pendé.</p> <p>Travaux anti érosifs à reprendre côté aval sur un des ponts enjambant le canal d'évacuation des eaux pluviales vers la Pendé (dernier pont avant d'atteindre la Pendé)</p>
Sol et végétation	Défrichage	<p>Observé le 16 août :</p> <p>Circulation des véhicules (engins lourds) hors de l'emprise lors des travaux pour le gathering line près du manifold 153</p>
	Restauration des sites	<p>Le CTNSC n'a pas reçu de plan de restauration des carrières. Quel est le programme et quelle est la liste des carrières devant être réhabilités.</p> <p>Qui assure le suivi et le contrôle des mesures de restauration et de réception des plates-formes de forage faites par TCC, puisque l'équipe EMP TCC n'y est pas impliquée. Dresser un bilan.</p>

Aspects socio-économiques		
Logement		Où en est on avec le programme de crédit logement pour les travailleurs de TCC ?
Inflation	Economats/sécurité alimentaire	Nous dresser un bilan pour ce qui advient avec les céréales de la sécurité alimentaire.
Indemnisations/compensation	Eleveurs	Les termes de la compensation versée aux éleveurs de Bolobo déplacés vers Komé Village ne sont pas entièrement respectés. Les trois abreuvoirs initialement prévus n'ont pas été réalisés et la disposition de gravier tout autour n'a pas été faites.

Aspects Santé/Sécurité		
Santé des travailleurs	Conditions sanitaires dans les camps	Observé le 09 septembre ; Insalubrité des toilettes portables aux camps de la Base de Komé et PRIDE FORASOL : Les latrines portables placées aux postes de contrôle de TCC et PRIDE FORASOL sont mal entretenues. Les matières fécales et les urines ne sont pas évacuées de manière régulière et appropriée. Il est observé la présence d'urines autour de ces équipements. Des correctifs doivent être apportés immédiatement.
	Conditions d'hébergement	Observé le 4 septembre ; Au camp des Drillers, les cabines PC 2 et 3 éprouvent des problèmes d'étanchéité lorsqu'il pleut. Ces cabines sont très humides et dégagent des odeurs nauséabondes. Cette situation aurait été signalée il y a deux mois, mais aucune disposition pour régler le problème n'a été prise jusqu'à ce jour.
	Déchets bios médicaux	
	Contrôle vectoriel	
Sécurité (safety)	Sécurité / Consultation publique	Sensibilisation sur la sécurité des communautés relative aux installations électriques. Suite aux consultations publiques organisées par les agents de liaison de Esso dans les cantons de Béro, Komé et Miandoum au cours du mois de juillet 2003, il a été constaté que le calendrier établi n'a pas été entièrement exécuté dans les cantons de Béro et de Miandoum. Les activités ont été suspendues à la volonté des LCC pour défaut de moyens de transport ; les moyens de travail mis à la disposition des agents de liaison sont insuffisants et inadaptés aux populations cibles ; un programme de suivi permanent de sensibilisation pourrait être envisagé par Esso compte tenu de son importance ; la possibilité de renforcer les équipes en moyen adéquat et d'améliorer les conditions de travail des agents doivent être analysées.